

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200650]

**20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu le décret du 26 janvier 2012 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 9 décembre 2010;

Vu le protocole n° 577 du Comité de secteur n° XVI, établi le 22 juin 2012;

Vu l'avis n° 50.047/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2012;

Vu l'avis n° 51.606/2/V du Conseil d'Etat, donné le 16 juillet 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'accord de coopération conclu le 20 septembre 2012 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du régime des mandats*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, le Titre II, comprenant les articles 339 à 360, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne, est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Titre II. — Le régime du mandat**

Chapitre I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et conditions d'accès*

Art. 339. Sont attribués par mandat conformément aux dispositions du présent titre :

1° au sein des Services du Gouvernement, les emplois de fonctionnaires généraux, à l'exception des emplois d'inspecteur général-expert, de rang A3, visés aux articles 6 et 10, § 3;

2° au sein des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, les emplois de fonctionnaires généraux dirigeants à moins que le décret constitutif de l'organisme en question n'en dispose autrement.

Art. 340. Le candidat à un mandat doit, au plus tard à l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures, être membre du pool de candidats visé à l'article 341/8.

Art. 341. Par dérogation à l'article 19, nul ne peut être désigné pour un mandat s'il ne répond pas aux conditions suivantes :

1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;

6° ne pas être titulaire d'un mandat politique qui pour un agent entraîne un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;

7° ne pas être titulaire d'un des mandats politiques suivants : échevin, bourgmestre, ou président du conseil de l'action sociale;

8° ne pas bénéficier, en application des articles 476 et 477, des dispenses de service ou des congés politiques facultatifs qui conduiraient, en les cumulant avec le congé politique d'office, à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois.

CHAPITRE II. — *Sélection et désignation*

Section 1<sup>re</sup>. — *Certificat de management public*

Art. 341/1. § 1<sup>er</sup>. Le Certificat de management public est délivré après la réussite de l'examen organisé à l'issue de la formation prévue par l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, conclu le 10 novembre 2011.

§ 2. La formation consiste en un Certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en un Certificat interuniversitaire en management public visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 6°, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, ci-après dénommé : le « Certificat interuniversitaire ». Le Certificat

interuniversitaire est conféré par les universités de la Communauté française.

Le Certificat de management public est organisé par cycles. Un cycle désigne l'ensemble constitué par :

- le concours d'accès à la formation visé à l'article 341/4, § 2;
- les cours, études de cas, travaux pratiques, séminaires, mémoire et examens qui mènent à la délivrance du Certificat interuniversitaire;
- l'examen visé à l'article 341/7.

§ 3. Sur proposition de l'Ecole d'Administration publique agissant en concertation avec les universités, le Gouvernement fixe le programme du Certificat interuniversitaire nécessaire à l'obtention du Certificat de management public. Ce programme comprend les objectifs des cours et le profil des enseignants qui en seront chargés.

§ 4. Le programme du Certificat interuniversitaire est pluridisciplinaire et de haut niveau. Il vise à développer les aptitudes en management public et à doter les candidats des compétences requises pour l'exercice d'un mandat. Sous réserve de certains apports théoriques, il est axé essentiellement sur une formation pratique qui s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants. Il comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative. Les enseignements, théoriques et pratiques, insistent sur les problèmes concrets rencontrés dans la gestion des services publics et sur les solutions susceptibles d'y être apportées.

Le programme du Certificat interuniversitaire porte au moins les matières suivantes :

- éthique et valeurs du service public;
- gestion stratégique de l'organisation;
- gestion de la qualité, du changement, de la créativité et de l'innovation;
- gestion des ressources humaines;
- dialogue et relations sociales;
- communication;
- politique européenne;
- modernisation de l'administration;
- management et leadership;
- économie politique;
- finances publiques, fiscalité et comptabilité publique;
- marchés publics.

Le programme du Certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités.

§ 5. Le volume horaire du Certificat interuniversitaire est de deux cent quarante heures au moins. Les heures consacrées au mémoire ne sont pas comprises dans les deux cent quarante heures.

Art. 341/2. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du Certificat de management public s'il ne répond, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures prévu à l'article 341/3, § 3, aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'Ecole d'Administration publique ou par un autre organe désigné par le présent Code;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dans une fonction de niveau A ou une fonction équivalente, dont deux ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

Art. 341/3. § 1<sup>er</sup>. Chaque cycle doit faire l'objet d'une annonce rédigée par l'Ecole d'Administration publique et publiée par le SELOR au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

- les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants au cycle;
- l'identité des services et/ou des personnes auprès desquelles le dossier de candidature peut être retiré et qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;
- les informations et/ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;
- le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à vingt jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au § 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures.

Art. 341/4. § 1<sup>er</sup>. En tant qu'il conditionne la délivrance du Certificat de management public, le Certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par le Gouvernement, après avis de l'Ecole d'Administration publique remis dans les trente jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du § 1<sup>er</sup>, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques. Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le SELOR. Le programme du concours est ensuite approuvé par le Gouvernement.

§ 3. Seuls sont admis à participer à la formation les candidats ayant réussi le concours visé au § 2 et classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur proposition de l'Ecole. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex-aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la formation. Le SELOR valide les résultats du concours.

Art. 341/5. § 1<sup>er</sup>. Tout candidat admis à participer au Certificat interuniversitaire peut solliciter auprès du jury de ce certificat une dispense pour un ou plusieurs cours, et les évaluations correspondantes à ces cours, en ce compris si ces évaluations sont organisées sous forme d'épreuve intégrant plusieurs cours ou matières. Aucune dispense ne peut être accordée pour ce qui concerne les études de cas et la réalisation du mémoire.

Peut être dispensé d'un cours le candidat qui fournit la preuve qu'il a suivi avec fruit un cours ou une formation équivalent pour lequel il demande une dispense.

Un candidat peut, dans les mêmes conditions, obtenir une dispense s'il peut se prévaloir de compétences avérées en lien manifeste avec le cours concerné. Le jury du Certificat interuniversitaire statue collégalement et souverainement.

Art. 341/6. Dans des circonstances motivées, les candidats peuvent être autorisés par le jury du Certificat interuniversitaire à étaler celui-ci sur maximum deux ans.

Art. 341/7. § 1<sup>er</sup>. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'Ecole, en vue de l'examen visé au § 2. Ce jury comprend :

- l'administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;
- deux membres désignés en raison de leur qualité d'experts présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des Services du Gouvernement, des Organismes, des Services de la Communauté française et des Cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre membres présentant les mêmes qualités que les membres effectifs;
- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les Services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les Services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les Services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les Services du Gouvernement wallon ou les organismes.

§ 2. L'Ecole délivre le Certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 341/4, titulaires du Certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussis l'examen peuvent le représenter au plus tôt un an après la date de l'examen.

§ 3. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen.

#### *Section 2. — Constitution d'un pool de candidats*

Art. 341/8. Il est constitué un pool de candidats à l'exercice d'un mandat au sens du présent Titre.

Seuls les membres de ce pool peuvent déposer leur candidature à un emploi à pourvoir par mandat.

Le pool des candidats à un mandat est composé :

- 1° des titulaires du Certificat de management public;
- 2° des mandataires en fonction au sein des Services du Gouvernement et des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 3° des membres du pool de candidats à l'exercice d'un mandat établi par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;
- 4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles International le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;
- 5° du mandataire en fonction au sein de l'Ecole d'Administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 6° de l'Administrateur général adjoint du FOREm ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;
- 7° de l'Administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles International ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

Il n'est établi aucun classement parmi les membres du pool. Leur liste est établie par ordre alphabétique. Cette liste est tenue par l'Ecole d'Administration publique. Les membres du pool sont tenus de lui notifier, par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

L'appartenance au pool ne confère aucun autre droit que celui de pouvoir déposer sa candidature à un emploi à pourvoir par mandat. Elle ne donne lieu à aucune sorte de rétribution ou de rémunération.

Section 3. — Déclarations de vacance et lettres de mission

Art. 342. § 1<sup>er</sup>. Les emplois à pourvoir par mandats sont déclarés vacants par le Gouvernement au plus tard six semaines après la prestation de serment de ses membres faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

§ 2. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement, en même temps qu'il déclare sa vacance, établit une lettre de mission.

Les projets de lettres de mission sont proposés au Gouvernement par le Comité stratégique ou les organes de gestion des organismes, chacun pour ce qui le concerne, au plus tard trois semaines après la prestation de serment de ses membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement. Le Gouvernement approuve les projets de lettres de mission. A défaut de proposition dans ce délai, le Gouvernement établit lui-même les lettres de mission.

§ 3. La lettre de mission comporte les éléments suivants :

- 1° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir;
- 2° la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire;
- 3° les objectifs de gestion stratégique à atteindre, définis notamment sur la base de la déclaration de politique régionale;
- 4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués.

Art. 343. § 1<sup>er</sup>. Immédiatement après la déclaration de vacance visée à l'article 342, § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement lance l'appel aux candidatures par la voie d'une publication au *Moniteur belge* et sur le site internet du Gouvernement, et d'un courrier électronique adressé à chacun des membres du pool de candidats, sur la base des données communiquées par ceux-ci à l'École d'Administration publique.

Cet appel aux candidatures indique pour chaque emploi concerné :

- 1° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;
- 2° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature;
- 3° le service auprès duquel la lettre de mission peut être obtenue.

§ 2. Durant une période de neuf mois après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des Services du Gouvernement, des organismes, de Wallonie-Bruxelles International ou de l'École d'Administration publique et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des Services de la Communauté française.

Les candidatures doivent être introduites auprès du Ministre de la Fonction publique au plus tard un mois après la déclaration de vacance des emplois concernés.

Les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée et comprennent :

- 1° un *curriculum vitae* comprenant un exposé des titres et mérites, établi sur la base du modèle défini par le Gouvernement;
- 2° une lettre de motivation pour chaque emploi postulé contenant notamment la description de la vision stratégique du candidat et l'exposé de la manière selon laquelle celui-ci envisage d'exercer le mandat.

Le candidat qui est soumis, dans son emploi actuel, à un régime disciplinaire joint à sa candidature une attestation relative à l'état de son dossier disciplinaire.

Section 4. — Désignation

Art. 344. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement examine les dossiers déposés par les candidats. Il procède à la comparaison des candidatures, en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir.

Au plus tard trois mois après la déclaration de vacance des emplois à pourvoir, le Gouvernement nomme dans chaque emploi, à titre temporaire, le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction en toute confiance.

Art. 345. En cas de démission du Gouvernement en application de l'article 71 ou de l'article 72 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, le nouveau Gouvernement peut décider de déclarer vacants les emplois attribués par mandat. Dans ce cas, les mandats en cours prennent fin de plein droit le jour de la désignation des nouveaux mandataires.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les emplois à pourvoir par mandat sont déclarés vacants par le nouveau Gouvernement au plus tard six semaines après sa prestation de serment. Les candidatures doivent être introduites au plus tard un mois après la déclaration de vacance des emplois, et les mandataires doivent être désignés au plus tard trois mois après l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Section 5. — Plan opérationnel et contrat d'objectifs

Art. 346. § 1<sup>er</sup>. Sous réserve des dispositions du § 3, chaque mandataire transmet pour approbation au Gouvernement un projet de plan opérationnel qui met en œuvre la lettre de mission.

Dans les organismes disposant d'un organe de gestion, le projet de plan opérationnel est préalablement approuvé par cet organe de gestion.

Le plan opérationnel est établi sur la base d'un modèle adopté par le Gouvernement, sur avis du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants. Le plan opérationnel est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

En cas de désaccord entre le ou les Ministres fonctionnels et le mandataire sur le contenu du projet de plan opérationnel, le Gouvernement adopte définitivement le plan opérationnel.

§ 2. Les projets de plan opérationnel sont transmis au Gouvernement selon les modalités suivantes :

- pour le Secrétaire général, dans les trois mois à compter de sa désignation et après concertation au sein du Comité stratégique;
- pour les autres mandataires des Services du Gouvernement, dans le mois à compter de l'approbation du plan opérationnel du Secrétaire général par le Gouvernement;
- pour les mandataires des organismes d'intérêt public dans les trois mois à compter de leur désignation.

§ 3. Pour ce qui concerne les mandataires nommés à titre temporaire dans un emploi d'inspecteur général, le plan opérationnel est remplacé par un contrat d'objectifs. Le projet de contrat d'objectifs est établi par l'inspecteur général dans les trois mois à compter de l'approbation du plan opérationnel de son supérieur hiérarchique immédiat.



Le projet de contrat d'objectifs met en œuvre la lettre de mission.

Dans les organismes disposant d'un organe de gestion, le projet de contrat d'objectifs est approuvé par cet organe de gestion.

Le contrat d'objectifs est établi sur la base d'un modèle adopté par le Gouvernement, sur proposition du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants. Le contrat d'objectifs est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

Les objectifs du contrat s'inscrivent dans le cadre du plan opérationnel du supérieur hiérarchique immédiat et de la déclaration de politique communautaire.

Le contrat d'objectifs est réexaminé et, le cas échéant, adapté dans les trois mois de toute modification du plan opérationnel.

Les contrats d'objectifs et leurs modifications sont approuvés par le ou les Ministres fonctionnels.

En cas de désaccord entre le ou les Ministres fonctionnels, le supérieur hiérarchique et l'inspecteur général sur le contenu du projet de contrat d'objectifs, le Gouvernement adopte définitivement le contrat d'objectifs.

Art. 347. Lorsque les éléments de la lettre de mission visés à l'article 342, § 3, 2°, 3° et 4°, sont modifiés, le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs est revu conformément à la procédure prévue à l'article 346.

Lorsque l'évaluation du mandataire a été réalisée conformément à l'article 356, le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs peut être revu à la demande du Gouvernement, conformément à la procédure prévue à l'article 346.

Le mandataire peut demander à revoir le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs lorsque les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués ou d'autres éléments substantiels de la lettre de mission sont modifiés significativement. La révision du plan ou du contrat se fait conformément à la procédure prévue à l'article 346.

#### CHAPITRE III. — *Durée du mandat*

Art. 348. Les mandats viennent à échéance le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le mandataire cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée. Toutefois, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire à cette échéance, le mandat en cours est prolongé jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Au terme de cette prolongation, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire, le Gouvernement peut, par décision motivée, prolonger le mandat en cours pour une période supplémentaire d'une durée que le Gouvernement détermine.

La date d'échéance du mandat prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est d'application même lorsque le mandat en cours a été attribué après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le présent article s'applique sans préjudice des règles légales fixant l'âge auquel les agents, par le seul fait qu'ils l'ont atteint, sont admis d'office à la retraite.

Art. 349. § 1<sup>er</sup>. Le mandat prend fin de façon anticipée dans les cas suivants :

- 1° la démission volontaire du mandataire;
- 2° la survenance d'un événement visé à l'article 23 de l'ARPG qui entraîne pour un agent la perte de sa qualité d'agent;
- 3° le non-respect, par le mandataire, du régime d'incompatibilité tel qu'organisé à l'article 352;
- 4° une sanction disciplinaire définitive de démission d'office ou de révocation;
- 5° une suspension dans l'intérêt du service de plus de six mois;
- 6° l'évaluation défavorable en cours de mandat ou deux évaluations réservées successives en cours de mandat;
- 7° la mise à la retraite;
- 8° le bénéfice d'un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;
- 9° la désignation du mandataire pour exercer des fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de président du Conseil de l'aide sociale;
- 10° le bénéfice de dispenses de service ou de congés politiques facultatifs qui conduisent en les cumulant avec le congé politique d'office à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois, en application de la réglementation relative au congé politique.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, si le Gouvernement estime qu'une activité, occupation ou comportement, visé à l'article 352, 2° et 3°, est incompatible avec le mandat, il donne la possibilité au mandataire, avant de mettre fin à son mandat, de cesser, dans un délai d'un mois, ladite activité, ladite occupation ou ledit comportement.

Par ailleurs, l'autorité peut mettre fin au mandat pour cause de maladie d'une durée ininterrompue d'au moins six mois pendant le mandat en cours.

Toute offre de démission doit être assortie d'un préavis de six mois, sauf durée plus courte arrêtée de commun accord entre le mandataire et le(s) Ministre(s) fonctionnel(s).

§ 2. La désignation d'un nouveau mandataire se fait par la désignation d'un autre candidat ayant déposé sa candidature soit lors du précédent appel à candidatures, soit à la suite d'un nouvel appel à candidatures. Dans ce dernier cas, le Gouvernement fixe la date ultime d'introduction des candidatures.

Art. 350. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut désigner un agent du même cadre, en faisant prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 341/8, pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois dans les cas suivants :

- 1° absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 2° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 3° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Tout agent désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de huit ans d'expérience professionnelle dans le niveau A ou dans un niveau équivalent, dont deux ans dans le rang A4 ou dans un rang équivalent.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures.

Le mandataire désigné pour exercer des fonctions supérieures conserve au moins sa rémunération de mandataire au sens de l'article 355.

#### CHAPITRE IV. — *Situation administrative et pécuniaire*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — De l'exercice du mandat*

Art. 351. Le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'il confère.

Le mandataire exerce son mandat à temps plein.

Art. 352. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

- 1° exercer toute fonction qui l'empêche d'exercer son mandat à temps plein;
- 2° exercer toute ou avoir toute activité ou occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci;
- 3° avoir toute activité, occupation ou comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans son service ou mettre en cause son devoir de neutralité;
- 4° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental, de l'interruption de carrière pour soins palliatifs et du congé pour assistance ou octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave;
- 5° obtenir un congé pour exercer une fonction dans un organe visé aux articles 485 et 486;
- 6° obtenir l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour raisons sociales et familiales;
- 7° bénéficier d'un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;
- 8° bénéficier d'un congé pour mission autre que celui qui lui est accordé pour exercer un mandat au sens du présent arrêté;
- 9° obtenir un départ anticipé à mi-temps;
- 10° obtenir un congé pour accomplir un stage;
- 11° bénéficier de la semaine volontaire des quatre jours;
- 12° obtenir un congé pour être mis à disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique;
- 13° être placé en disponibilité pour convenances personnelles.

Art. 353. L'agent qui, au moment de sa désignation à un mandat à la Région wallonne ou à la Communauté française, est nommé à titre définitif au sein des Services du Gouvernement ou d'un organisme, est mis d'office, pour la durée du mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

Le contrat de travail du membre du personnel de la Région wallonne ou d'un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> qui est nommé à titre temporaire en tant que mandataire à la Région wallonne ou à la Communauté française est, avec l'accord de ce membre du personnel, suspendu.

Art. 354. Tout mandataire doit suivre au moins vingt heures de formation par année civile, à choisir parmi l'offre proposée ou validée par l'Ecole d'Administration publique.

En cas de non-respect de l'obligation établie par l'alinéa 1<sup>er</sup>, le paiement du montant visé à l'article 355 est suspendu. Cette suspension est appliquée tant que la situation du mandataire au regard de cette obligation n'est pas régularisée.

Art. 354/1. Sans préjudice de l'article 70 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les mandataires titulaires d'un emploi de rangs A1 et A2 peuvent être auditionnés devant le Parlement, aux côtés du Ministre et moyennant l'accord de ce dernier, sur les questions pour lesquelles l'administration dispose d'une délégation ou qui relèvent de la stricte organisation interne des services.

##### *Section 2. — De la rémunération*

Art. 355. Tout mandataire bénéficie de l'échelle de traitements correspondant au grade de l'emploi qu'il occupe, augmentée d'un montant, rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990 et indexé conformément aux règles fixées à l'article 247, de :

- 8.510 euros pour les mandataires de rang A1 et A2;
- 6.500 euros pour les mandataires de rang A3.

#### CHAPITRE V. — *Evaluation*

Art. 356. § 1<sup>er</sup>. Une évaluation du mandataire a lieu à un moment déterminé par le ou les Ministres fonctionnels dans une période commençant à la fin du neuvième mois et finissant à la fin du quinzième mois qui suit l'entrée en fonction du mandataire. Cette évaluation porte sur la façon dont le mandataire s'est acquitté des missions de gestion reprises dans sa lettre de mission depuis le début du mandat.

§ 2. Tous les deux ans à compter de son entrée en fonction, le mandataire établit un rapport de suivi de son activité. Ce rapport porte sur l'état de réalisation des missions de gestion, des objectifs, et sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel ou au contrat d'objectifs.

§ 3. Si un des éléments contenus dans l'un des rapports visés au § 2 ou toute autre circonstance dûment mentionnée le justifient, le ou les Ministres fonctionnels peuvent décider qu'une évaluation supplémentaire doit être effectuée en cours de mandat.

L'évaluation porte alors sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel ou au contrat d'objectifs.

Art. 357. L'évaluation réalisée en application de l'article 356, § 1<sup>er</sup>, fait l'objet d'une des mentions suivantes :

- 1° « favorable » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission sont accomplies de manière suffisamment satisfaisante, et que le mandataire a démontré des qualités managériales suffisamment satisfaisantes;
- 2° « réservé » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies que trop partiellement, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales que trop partiellement satisfaisantes;
- 3° « défavorable » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies qu'insuffisamment, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales qu'insuffisamment.

L'évaluation réalisée en application de l'article 356, § 3, ou de l'article 358, alinéa 2, fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ou dans le contrat d'objectifs ont soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'ont pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou à des éléments extérieurs qui ne lui sont pas imputables;

2° « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ou dans le contrat d'objectifs n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus;

3° « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ou dans le contrat d'objectifs n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus.

Art. 358. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice de son mandat en cours.

En cas d'attribution d'une évaluation réservée, une nouvelle évaluation est réalisée au terme d'un délai d'un an.

En cas d'attribution de deux évaluations réservées consécutives, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

En cas d'attribution d'une évaluation défavorable, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 359. Le mandataire dont la dernière évaluation a fait l'objet de la mention réservée n'est pas recevable à poser sa candidature au même mandat ou à un mandat d'un rang supérieur pour une durée de cinq ans à compter de la fin de son mandat.

Le mandataire qui a reçu une évaluation défavorable n'est pas recevable à poser sa candidature à un mandat pour une durée de cinq ans à compter de la fin de son mandat.

Art. 360. § 1<sup>er</sup>. Le mandataire non reconduit qui est agent des Services du Gouvernement ou d'un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> et qui n'a pas été remplacé dans son emploi initial retrouve celui-ci au terme de son mandat. S'il a été remplacé, il est réaffecté dans un emploi de grade équivalent. Il conserve la qualité de membre du pool des candidats à l'exercice d'un mandat.

Si sa dernière évaluation est favorable, il bénéficie d'un congé rémunéré de quinze jours ouvrables, la rémunération étant celle qui a été perçue pendant l'exercice du mandat.

§ 2. L'ancien mandataire qui n'est ni agent des Services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui n'a reçu ni une évaluation défavorable, ni deux évaluations réservées consécutives et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de six mois s'il a effectué un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de douze mois s'il a effectué plus d'un mandat. Il bénéficiera également d'un outplacement. Le mandataire non reconduit visé par le présent alinéa conserve la qualité de membre du pool des candidats à une fonction de mandat. ».

#### CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

**Art. 2.** Dans l'article 6 du même arrêté, le 3<sup>o</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne, est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> au rang A3, les grades d'inspecteur général et d'inspecteur général-expert; ».

**Art. 3.** Dans l'article 10 du même arrêté, le § 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Chaque département est dirigé par un inspecteur général ou un inspecteur général-expert.

Le cadre organique du Service public de Wallonie prévoit, pour chaque département, soit un emploi d'inspecteur général, soit un emploi d'inspecteur général-expert. Les départements qui se caractérisent par le caractère peu opérationnel de leurs missions, par le nombre peu élevé de membres du personnel qui y sont affectés et par la faible importance de leur budget, sont placés sous l'autorité d'un inspecteur général-expert. ».

**Art. 4.** L'article 334, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le Secrétaire général de Wallonie siège avec voix consultative lorsqu'il s'agit d'un mandataire du Service public de Wallonie ».

Dans le § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même article, le 4<sup>o</sup> est supprimé.

**Art. 5.** Dans l'article 361 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots « à un grade de rang A3 » sont remplacés par les mots « au grade d'inspecteur général-expert ».

**Art. 6.** L'article 362 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 362. Sans préjudice du droit du Gouvernement de pourvoir d'office à un emploi, il est pourvu à la vacance d'un emploi du rang A3 non soumis à un mandat successivement par :

1<sup>o</sup> mutation, réaffectation ou promotion;

2<sup>o</sup> mobilité interne;

3<sup>o</sup> promotion d'un agent soumis au présent arrêté et n'appartenant pas au cadre prévoyant l'emploi déclaré vacant;

4<sup>o</sup> mobilité externe.

Il ne peut être recouru aux modes d'attribution de l'emploi prévus successivement par l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, qu'en l'absence de toute candidature à l'emploi selon les modes précédents ou si le Gouvernement décide de n'attribuer l'emploi à aucun des candidats à l'emploi selon les modes précédents. ».

**Art. 7.** Dans l'article 363 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission de sélection est présidée par le Secrétaire général ou son délégué et comprend en outre, le Directeur général dont dépend l'emploi à pourvoir et deux membres présentant une compétence incontestable en lien avec les éléments du profil de fonction et choisis en dehors de l'administration, d'organismes publics ou de Cabinets ministériels. »;

2° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « après audition des candidats, » sont insérés entre les mots « Commission de sélection » et les mots « établit une proposition »;

3° au § 3, alinéa 2, les mots « après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix » sont abrogés;

4° au § 4, alinéa 2, les deuxième et troisième phrases sont abrogées.

**Art. 8.** Dans l'article 364, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots « du rang A3 non soumis à mandat » sont insérés entre les mots « de l'emploi » et les mots « un contrat d'objectifs ».

**Art. 9.** Dans la phrase liminaire de l'article 366 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 :

1° les mots « § 1<sup>er</sup> » sont abrogés;

2° les mots « du fonctionnaire général du rang A3 » sont remplacés par les mots « de l'inspecteur général-expert ».

### CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En 2014, les mandataires occupant un emploi au sein des Services du Gouvernement ou au sein des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

En 2015, les Inspecteurs généraux dont l'emploi est soumis à mandat, qui auront obtenu le Certificat de management public, et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

L'article 334 de l'arrêté du Gouvernement de la Région wallonne du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est applicable à la procédure d'évaluation visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, moyennant les adaptations suivantes. Des rapports d'évaluation motivés doivent être adressés au nouveau Gouvernement dans les quinze jours de la demande adressée par le Ministre de la Fonction publique. Ces rapports sont établis, pour chaque mandataire ou Inspecteur général, respectivement par l'intéressé lui-même et par le Secrétaire général ou le fonctionnaire général dirigeant du rang le plus élevé de l'organisme. Pour ce qui concerne le Secrétaire général, les Directeurs généraux du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé, le deuxième rapport d'évaluation est établi par le Gouvernement en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou par l'organe de gestion de l'organisme, s'il en dispose d'un. Ce deuxième rapport d'évaluation est notifié au mandataire, qui, sans pouvoir demander à être entendu, dispose d'un délai de huit jours pour faire valoir, par écrit, ses observations. La proposition d'évaluation est faite par le nouveau Gouvernement et est notifiée au mandataire ou Inspecteur général dans le mois de l'échéance de ce délai de huit jours. Dans les huit jours de la notification de la proposition d'évaluation autre que très favorable ou favorable par le Ministre de la Fonction publique, le mandataire ou l'Inspecteur général peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux et peut demander à être entendu. La chambre de recours rend son avis et le notifie dans les quinze jours de sa saisine. L'évaluation est adoptée par le nouveau Gouvernement dans le mois de la réception de cet avis.

Le deuxième rapport d'évaluation comprend les constats et appréciations sur la façon dont le mandataire ou Inspecteur général a rempli sa mission et atteint ou non ses objectifs. Il ne comprend pas de proposition de mention d'évaluation.

Le nouveau Gouvernement procède à l'évaluation en attribuant une mention d'évaluation.

Pour ce faire, il s'appuie sur les éléments suivants :

- la lettre de mission du mandataire évalué ou, s'il existe, le profil de fonction de l'Inspecteur général évalué;
- le plan opérationnel ou contrat d'objectifs;
- le rapport d'évaluation établi par le mandataire ou Inspecteur général lui-même;
- le rapport d'évaluation rédigé par le Gouvernement sortant, par l'organe de gestion de l'organisme, par le Secrétaire général ou par le fonctionnaire dirigeant;
- les éventuelles remarques fournies par le mandataire ou Inspecteur général évalué sur ce rapport d'évaluation.

Par dérogation à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le Secrétaire général, les Directeurs généraux du Service public de Wallonie et le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé d'un organisme ne disposant pas d'organe de gestion peuvent introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux également en cas d'évaluation favorable, et peuvent demander à être entendus.

Par dérogation à l'alinéa 4 du présent paragraphe, pour le Secrétaire général, les Directeurs généraux du Service public de Wallonie et le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé d'un organisme ne disposant pas d'organe de gestion, le deuxième rapport, rédigé par le Gouvernement sortant, comporte une proposition de mention d'évaluation.

§ 2. L'évaluation visée au § 1<sup>er</sup> peut donner lieu à l'attribution des mentions suivantes :

1° « très favorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire ou l'Inspecteur général, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même. Il faudra en outre que le mandataire ou l'Inspecteur général ait suffisamment contribué à l'établissement d'une relation de confiance avec le Gouvernement, ait fait preuve d'innovation et d'initiative, et ait suffisamment contribué au rayonnement de son service;

2° « favorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement, mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire ou l'Inspecteur général, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même;

3° « réservée » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs n'auront été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus;

4° « défavorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs n'auront été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus.



§ 3. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1<sup>er</sup>, une évaluation très favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il est, à sa demande, automatiquement reconduit dans son mandat. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des Services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

L'Inspecteur général auquel est attribuée, en application du § 1<sup>er</sup>, une évaluation très favorable est, à sa demande, automatiquement désigné, en qualité de mandataire, dans l'emploi qu'il exerçait jusqu'alors.

§ 4. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1<sup>er</sup>, une évaluation favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, poser sa candidature à tout emploi à pourvoir par mandat déclaré vacant. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire.

Si après avoir déposé sa candidature, à l'occasion de la première application du présent arrêté, il n'est pas désigné pour un nouveau mandat, et qu'il dispose d'une expérience de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Il se voit confier une mission en rapport avec son rang par le Gouvernement.

S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des Services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

§ 5. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1<sup>er</sup>, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

S'il n'est ni agent des Services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

L'Inspecteur général auquel est attribué, en application du § 1<sup>er</sup>, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

§ 6. Le mandataire ou Inspecteur général auquel est attribuée, en application du § 1<sup>er</sup>, une évaluation défavorable ne peut être désigné dans un emploi à pourvoir par mandat à l'occasion de la première application du présent arrêté ni exercer un tel emploi avant le 31 décembre 2019.

§ 7. Lorsqu'en application du § 3, un mandataire ou Inspecteur général est reconduit dans le même emploi, la déclaration de vacance est retirée de plein droit.

**Art. 11.** L'Inspecteur général occupant un emploi soumis à mandat qui n'est pas désigné pour un mandat en 2015 est réaffecté dans un autre emploi de son grade ou chargé par le Gouvernement d'une mission en rapport avec son grade, ses qualifications et son expérience.

**Art. 12.** A l'occasion de la première application du présent arrêté par le nouveau Gouvernement visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, la désignation des mandataires interviendra au plus tard aux dates suivantes :

- la désignation des mandataires de rang A1 et A2 des Services du Gouvernement wallon, et des mandataires des organismes, interviendra au plus tard le 31 décembre 2014;
- la désignation des mandataires de rang A3 des Services du Gouvernement wallon, interviendra au plus tard le 31 juillet 2015.

A cette occasion, la condition définie à l'article 340 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne tel que modifié par le présent arrêté devra être remplie par les candidats à un emploi à pourvoir par mandat au plus tard aux dates suivantes :

- le 1<sup>er</sup> décembre 2014 au plus tard pour les mandataires de rang A1 et A2 des Services du Gouvernement wallon, et les mandataires des organismes;
- le 1<sup>er</sup> juillet 2015 au plus tard pour les mandataires de rang A3 des Services du Gouvernement wallon.

Par dérogation à l'article 342, § 1<sup>er</sup>, lors de la première application du présent arrêté aux mandataires de rang A3 des Services du Gouvernement wallon, les emplois sont déclarés vacants au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2015.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Cependant, les nouveaux articles 341/1 à 341/7 du Code de la Fonction publique wallonne, insérés par l'effet de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, et le nouvel article 348 du même Code, tel que modifié par l'effet de la même disposition du présent arrêté, entrent en vigueur le jour de la publication de celui-ci au *Moniteur belge*.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté comme prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 341/1 à 341/7 précités forment, au sein du Titre II du Livre II du Code de la Fonction publique wallonne, un Chapitre 1<sup>er bis</sup> intitulé « Certificat de Management public ».

**Art. 14.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200650]

**20. SEPTEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Dekrets vom 26. Januar 2012 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 16. November 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 9. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 22. Juni 2012 aufgestellten Protokolls Nr. 577 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. April 2012 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 50.047/2;

Aufgrund des am 16. Juli 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.606/2/V des Staatsrats;

Aufgrund des am 10. November 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Aufgrund des am 20. September 2012 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der französischen Gemeinschaft über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Mandatsregelung*

**Artikel 1** - In Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird der Titel II, der die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ersetzten und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst abgeänderten Artikel 339 bis 360 enthält, durch folgende Bestimmungen ersetzt:

**"Titel II — Mandatsregelung**KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Zugangsbedingungen*

Art. 339 - Folgende Stellen werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Titels per Mandat zugeteilt:

1° innerhalb der Dienststellen der Regierung, die in den Artikeln 6 und 10, § 3 erwähnten Stellen der Generalbeamten des Dienstrangs A3, mit Ausnahme der Stelle des Generalinspektors-Sachverständigen;

2° innerhalb der in Artikel 1 erwähnten Einrichtungen die Stellen der leitenden Generalbeamten, es sei denn, das Dekret zur Gründung der betreffenden Einrichtung verfügt anders darüber.

Art. 340 - Der Bewerber für ein Mandat muss spätestens nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist Mitglied des in Artikel 341/8 erwähnten Pools von Kandidaten sein.

Art. 341 - In Abweichung von Artikel 19 darf niemand für ein Mandat bezeichnet werden, wenn er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

1° einen mit den Anforderungen der Funktion übereinstimmenden Lebenswandel haben;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

4° den Milizgesetzen genügen;

5° den Besitz der erforderlichen medizinischen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;

6° nicht Inhaber eines politischen Mandats sein, das für einen Bediensteten einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub von mehr als vier Tagen im Monat voraussetzt;

7° nicht Inhaber eines der folgenden politischen Mandate sein: Schöffe, Bürgermeister oder Vorsitzender des Sozialhilferats;

8° keine Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlaube in Anwendung der Artikel 476 und 477 in Anspruch nehmen, die dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen würden.

KAPITEL II — *Auswahl und Benennung**Abschnitt 1 — Zeugnis für Public Management*

Art. 341/1 - § 1. Das Zeugnis für Public Management wird nach dem erfolgreichen Abschluss der infolge der durch das am 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung vorgesehenen Ausbildung organisierten Prüfung ausgestellt.

§ 2. Die Ausbildung besteht aus einem interuniversitären Zeugnis des Executive Masters in Public Management

oder aus einem in Artikel 6, § 1, 6° des Dekrets der französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten erwähnten interuniversitären Zeugnis in Public Management: das "interuniversitäre Zeugnis". Das interuniversitäre Zeugnis wird von den Universitäten der französischen Gemeinschaft verliehen.

Das Zeugnis für Public Management wird in Zyklen organisiert. Ein Zyklus bezeichnet eine Gesamtheit, die sich aus folgenden Elementen zusammensetzt:

- dem in Artikel 341/4, § 2 erwähnten Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung;
- den Kursen, Fallstudien, praktischen Arbeiten, Seminaren, Diplomabschlussarbeiten und Prüfungen, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führen;
- der in Artikel 341/7 erwähnten Prüfung.

§ 3. Auf Vorschlag der Schule für öffentliche Verwaltung, die im Einvernehmen mit den Universitäten handelt, legt die Regierung das Programm des interuniversitären Zeugnisses fest, das zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management erforderlich ist. Dieses Programm enthält die Zielsetzungen der Kurse und das Profil der damit beauftragten Lehrpersonen.

§ 4. Das Programm des interuniversitären Zeugnisses ist fächerübergreifend und von hohem Niveau. Es zielt darauf ab, die Eignungen im Public Management zu entwickeln und die Bewerber mit den für die Ausübung eines Mandats erforderlichen Fähigkeiten auszustatten. Unter Vorbehalt gewisser theoretischer Zusätze ist es hauptsächlich auf die praktische Ausbildung ausgerichtet, die sich auf eine interaktive Pädagogik stützt, durch die die persönliche Miteinbeziehung der Teilnehmer gefördert wird. Es enthält die Fallstudien und Analysen von Akten, die auf der administrativen Realität basieren. Im theoretischen und praktischen Unterricht wird auf die konkreten Probleme, die bei der Verwaltung der öffentlichen Dienststellen aufgetaucht sind, und auf die Lösungen, die dafür gefunden werden können, Nachdruck gelegt.

Das Programm des interuniversitären Zeugnisses enthält mindestens folgende Fächer:

- Ethik und Werte des öffentlichen Dienstes;
- strategisches Management der Organisation;
- Management der Qualität, des Wandels, der Kreativität und der Innovation;
- Verwaltung der menschlichen Ressourcen;
- Dialog und soziale Beziehungen;
- Kommunikation;
- europäische Politik;
- Modernisierung der Verwaltung;
- Management und Führungsqualitäten;
- Staatswirtschaft;
- öffentliche Finanzen, Steuerwesen und öffentliche Buchführung;
- öffentliche Aufträge.

Zum Programm des interuniversitären Zeugnisses gehört die Ausarbeitung durch jeden Bewerber einer schriftlichen Diplomabschlussarbeit. Diese Abschlussarbeit besteht aus einer eingehenden Studie eines ressortübergreifenden praktischen Falls. Dieser Fall wird vorher gemeinsam von der Schule und den Universitäten genehmigt.

§ 5. Das Unterrichtsvolumen des interuniversitären Zeugnisses beträgt mindestens zweihundertvierzig Stunden. Die der Abschlussarbeit gewidmeten Stunden sind nicht in den zweihundertvierzig Stunden enthalten.

Art. 341/2 - Niemand hat Zugang zu dem Zyklus zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management, wenn er nicht nach Ablauf der in Artikel 341/3, § 3 für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist folgende Bedingungen erfüllt:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder Inhaber eines Zeugnisses von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, erworbenen Kompetenzen sein, wobei dieses Zeugnis von der Schule für öffentliche Verwaltung oder von einem anderen, durch den vorliegenden Kodex bezeichneten Organ ausgestellt oder anerkannt wird;

2° eine Berufserfahrung von mindestens acht Jahren in einem Amt der Stufe A oder einem gleichwertigen Amt geltend machen können, worunter zwei Jahre Berufserfahrung in Team-Management oder Projektführung.

Art. 341/3 - § 1. Jeder Zyklus muss vorher von der Schule für öffentliche Verwaltung angekündigt und vom SELOR wenigstens im *Belgischen Staatsblatt*, in zwei in französischer Sprache herausgegebenen Titeln der belgischen Tagespresse und auf den Internet-Webseiten des SELOR veröffentlicht werden.

§ 2. Diese Ankündigung enthält mindestens folgende Elemente:

- die Zugangsbedingungen sowie die Höchstanzahl der Personen, die am Zyklus teilnehmen;
- die Identität der Dienststellen und/oder Personen, bei denen die Bewerbungsakte abgeholt werden kann und die den Bewerbern jede nützliche Auskunft über die Ausbildung erteilen können;
- die Informationen und/oder Unterlagen, die in der Bewerbungsakte enthalten sein müssen;
- die Frist und die Modalitäten zur Einreichung der Bewerbungen.

§ 3. Die Frist zur Einreichung der Bewerbungen wird vom SELOR festgelegt und darf weder unter zwanzig Tagen liegen, noch zwei Monate überschreiten. Sie beginnt am Tag nach der Veröffentlichung der in § 2 erwähnten Ankündigung im *Belgischen Staatsblatt*. Falls diese Frist nicht berücksichtigt wird, ist die Bewerbung unzulässig.

Die in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Frist wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 4. Die Bewerbungen werden auf elektronischem Wege an das SELOR gerichtet.

§ 5. Das SELOR überprüft die Zulässigkeit der Bewerbungen.

Art. 341/4 - § 1. Da das interuniversitäre Zeugnis die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management voraussetzt, ist es einer beschränkten Anzahl Teilnehmern zugänglich. Für jeden Zyklus wird diese Anzahl vorher von der Regierung festgelegt, nachdem die Schule für Public Management innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag ihr Gutachten abgegeben hat. Andernfalls gilt das Gutachten als günstig.

§ 2. Wenn die Anzahl der Bewerber die in Anwendung des § 1 festgelegte Anzahl überschreitet, legen die Bewerber eine Wettbewerbsprüfung ab, die in einer schriftlichen kritischen Analyse praktischer Situationen besteht. Diese Prüfung besteht nicht in einem Test vom Typ "bac à courrier".

Die Prüfungen können informatisiert sein und EDV-gestützte Mittel oder Multimediainstrumente heranziehen. Ihre Korrektur kann automatisiert erfolgen.

Die Schule erstellt einen Entwurf des Programms des Wettbewerbsverfahrens, der vom SELOR für gültig erklärt wird. Das Programm des Wettbewerbsverfahrens wird anschließend von der Regierung genehmigt.

§ 3. Es werden nur die Bewerber zugelassen, an der Ausbildung teilzunehmen, die die in § 2 erwähnte Prüfung bestanden haben und die im Hinblick auf die von der Regierung auf Vorschlag der Schule festgelegte Anzahl Teilnehmer günstig eingestuft sind. Wenn zwei oder mehrere Bewerber in dem Dienststrang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an der Ausbildung teilzunehmen. Das SELOR erklärt die Ergebnisse des Wettbewerbs für gültig.

Art. 341/5 - § 1. Jeder Bewerber, der zugelassen ist, um an dem interuniversitären Zeugnis teilzunehmen, kann beim Prüfungsausschuss dieses Zeugnisses beantragen, von einem oder mehreren Kursen und von den diesen Kursen entsprechenden Bewertungen befreit zu werden, auch wenn diese Bewertungen in der Form einer Prüfung organisiert werden, die mehrere Kurse oder Fächer mit einschließen. Für die Fallstudien und die Durchführung einer Diplomabschlussarbeit kann keine Befreiung gewährt werden.

Von einem Kursus kann derjenige Bewerber befreit werden, der den Nachweis erbringt, dass er einen Kursus oder eine Ausbildung, der bzw. die mit dem- oder derjenigen gleichwertig ist, für den bzw. die er eine Befreiung beantragt, erfolgreich abgelegt hat.

Ein Bewerber kann unter denselben Bedingungen eine Befreiung erhalten, wenn er erwiesene Fähigkeiten geltend machen kann, die mit dem betreffenden Kursus offensichtlich in Zusammenhang stehen. Der Prüfungsausschuss des interuniversitären Zeugnisses fasst seinen Beschluss selbstständig und auf kollegiale Weise.

Art. 341/6 - Unter begründeten Umständen kann der Prüfungsausschuss des interuniversitären Zeugnisses den Bewerbern erlauben, dieses auf höchstens zwei Jahre zu erstrecken.

Art. 341/7 - § 1. Für jeden Zyklus wird vom SELOR und im Einvernehmen mit der Schule ein Prüfungsausschuss im Hinblick auf die in § 2 erwähnte Prüfung zusammengesetzt. Dieser Prüfungsausschuss besteht aus:

- dem geschäftsführenden Verwalter des SELOR oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz des Prüfungsausschusses führt;

- zwei aufgrund ihrer Eigenschaft als Sachverständige benannten Mitgliedern, die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Bereich des Managements oder der menschlichen Ressourcen verfügen und die außerhalb der Dienststellen der Regierung, der Einrichtungen, der Dienststellen der französischen Gemeinschaft und der ministeriellen Kabinette gewählt werden. Falls ein derart benanntes Mitglied nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mitglieder eingetragen sind, die dieselben Eigenschaften aufweisen wie die effektiven Mitglieder;

- zwei amtierenden Mandatsträgern, die unter den Inhabern einer Stelle des Dienststrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienststrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen benannt werden. Falls ein derart benannter Mandatsträger nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mandatsträger eingetragen sind, die Inhaber einer Stelle des Dienststrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienststrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen sind.

§ 2. Die Schule stellt das Zeugnis für Public Management allen erfolgreichen Teilnehmern des in Artikel 341/4 erwähnten Wettbewerbs aus, die Inhaber des interuniversitären Zeugnisses sind und die ebenfalls die am Ende jedes Zyklus organisierte Prüfung bestanden haben.

Diese Prüfung besteht in einer mündlichen Prüfung, die zum Zweck hat, die für die Ausübung eines Amtes im Bereich des Managements erforderlichen Eignungen zu bewerten.

Der Prüfungsausschuss fasst mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder einen Beschluss über den erfolgreichen Prüfungsabschluss der Bewerber.

Die Bewerber, die die Prüfung bestanden haben, werden nicht eingestuft und erhalten keinen Vermerk.

Die Bewerber, die die Prüfung nicht bestanden haben, können sich frühestens ein Jahr nach dem Prüfungsdatum wieder vorstellen.

§ 3. Der Prüfungsausschuss erstellt eine Regelung, in der die konkrete und materielle Organisation der Prüfung festgelegt wird.

#### *Abschnitt 2 — Bildung eines Pools von Kandidaten*

Art. 341/8 - Es wird ein Pool von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats im Sinne des vorliegenden Titels gebildet.

Nur die Mitglieder dieses Pools können ihre Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen.

Der Pool von Kandidaten für ein Mandat besteht aus:

1° den Inhabern des Zeugnisses für Public Management;

2° den Mandatsträgern innerhalb der in Artikel 1 erwähnten Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandaten der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung des Artikels 10 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

3° den Mitgliedern des durch Artikel 14 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 20. September 2012 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, eingerichteten Pools von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats;

4° den Mandatsträgern innerhalb von Wallonie-Bruxelles International, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der von der infolge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

5° den Mandatsträgern innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses



der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind und die bei der in Anwendung des Artikels 10 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

6° dem beigeordneten Generalverwalter des FOREm, der bei der in Anwendung des Artikels 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat;

7° dem beigeordneten Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International, der bei der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International von der infolge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat.

Die Mitglieder des Pools werden nicht eingestuft. Ihre Liste wird in alphabetischer Reihenfolge aufgestellt. Diese Liste wird von der Schule für öffentliche Verwaltung geführt. Die Mitglieder des Pools sind verpflichtet, schriftlich jede Änderung ihrer Personalien zuzustellen.

Durch die Zugehörigkeit zum Pool wird kein anderes Recht eingeräumt als das Recht, eine Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen zu dürfen. Sie gibt kein Anrecht auf irgend eine Art von Besoldung oder Entlohnung.

### Abschnitt 3 — Offenerklärungen der Stellen und Aufgabenbeschreibungen

Art. 342 - § 1. Die durch Mandate zu besetzende Stellen werden von der Regierung spätestens sechs Wochen nach der Eidesleistung ihrer Mitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, als zu besetzen erklärt.

§ 2. Für jede durch ein Mandat zu besetzende Stelle erstellt die Regierung gleichzeitig mit der Erklärung, dass diese zu besetzen ist, eine Aufgabenbeschreibung.

Die Entwürfe der Aufgabenbeschreibungen werden der Regierung spätestens drei Wochen nach der Eideserklärung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, vom strategischen Ausschuss oder den Verwaltungsorganen der Einrichtungen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich vorgeschlagen. Die Regierung genehmigt die Entwürfe der Aufgabenbeschreibungen. In Ermangelung eines Vorschlags innerhalb dieser Frist erstellt die Regierung die Aufgabenbeschreibungen selbst.

§ 3. Die Aufgabenbeschreibung enthält folgende Elemente:

- 1° die Funktionsbeschreibung und das Kompetenzprofil für die zu besetzende Stelle;
- 2° die Bestimmung der Verwaltungsaufgaben, die dem Mandatsträger zukommen;
- 3° die zu erreichenden Zielsetzungen des strategischen Managements, die insbesondere auf der Grundlage der regionalpolitischen Erklärung bestimmt werden;
- 4° die zugeteilten Haushaltsmittel und zur Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen.

Art. 343 - § 1. Unverzüglich nach der in Artikel 342, § 1 erwähnten Erklärung, dass die Stelle zu besetzen ist, erlässt die Regierung den Aufruf an die Bewerber durch eine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* und auf den Internet-Webseiten der Regierung, sowie durch Mitteilung per elektronische Post an jedes der Mitglieder des Pools von Kandidaten, und zwar auf der Grundlage der Daten, die diese der Schule für öffentliche Verwaltung übermittelt haben.

In diesem Bewerberaufruf werden für jede der betreffenden Stellen folgende Angaben gemacht:

- 1° der Modus und das äußerste Datum zur Einreichung der Bewerbungen;
- 2° die Unterlagen, die die Bewerberakte unter Gefahr der Nichtigkeit enthalten muss;
- 3° die Dienststelle, bei der die Aufgabenbeschreibung erhältlich ist.

§ 2. Während eines Zeitraums von neun Monaten nach der Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, kann jedes Mitglied des Pools von Kandidaten seine Bewerbung für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der Regierung, der Einrichtungen, von Wallonie-Bruxelles International oder der Schule für öffentliche Verwaltung und für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der französischen Gemeinschaft einreichen.

Die Bewerbungen müssen spätestens einen Monat nach der Offenerklärung der betroffenen Stellen beim Minister für den öffentlichen Dienst eingereicht werden.

Die Bewerbungen müssen per Einschreiben eingereicht werden und Folgendes enthalten:

- 1° einen Lebenslauf, der eine Darlegung der Zeugnisse und Verdienste enthält und der auf der Grundlage des von der Regierung festgelegten Musters erstellt wird;
- 2° ein Motivationsschreiben für jede Stelle, für die eine Bewerbung eingereicht wird, das insbesondere die Beschreibung der strategischen Vision des Bewerbers und die Darlegung der Art und Weise, wie er die Ausübung des Mandats in Aussicht nimmt, enthält.

Der Bewerber, der in seiner gegenwärtigen Stelle einer Disziplinarordnung unterliegt, fügt seiner Bewerbung eine Bescheinigung über den Stand seiner Disziplinarakte bei.

### Abschnitt 4 — Benennung

Art. 344 - Für jede durch Mandat zu besetzende Stelle überprüft die Regierung die von den Bewerbern eingereichten Akten. Sie nimmt den Vergleich der Bewerbungen vor, wobei sie die Zeugnisse und Verdienste, sowie den Inhalt des Motivationsschreibens eines jeden Bewerbers berücksichtigt, und dies im Hinblick auf die sich auf die zu besetzende Stelle beziehende Aufgabe.

Spätestens drei Monate nachdem die zu besetzenden Stellen für offen erklärt wurden, ernennt die Regierung zeitweilig für jede Stelle den Bewerber, den sie in aller Zuversicht für die Ausübung des Amtes als am geeignetsten erachtet.

Art. 345 - Im Falle eines Rücktritts der Regierung in Anwendung des Artikels 71 oder des Artikels 72 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, kann die neue Regierung beschließen, die per Mandat zugeteilten Stellen als zu besetzen zu erklären. In diesem Fall enden die laufenden Mandate von Rechts wegen am Tag der Benennung der neuen Mandatsträger.

In den in Absatz 1 erwähnten Fällen werden die durch Mandat zu besetzenden Stellen von der neuen Regierung spätestens sechs Wochen nach ihrer Eidesleistung als zu besetzen erklärt. Die Bewerbungen müssen spätestens einen

Monat nach der Offenerklärung der Stellen eingereicht und die Mandatsträger spätestens drei Monate nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist benannt werden.

#### *Abschnitt 5 — Operativer Plan und Zielsetzungsvertrag*

Art. 346 - § 1. Unter Vorbehalt der Bestimmungen von § 3 übermittelt jeder Mandatsträger der Regierung den Entwurf eines operativen Plans, in dem die Aufgabenbeschreibung eingesetzt wird, zur Genehmigung.

In den Einrichtungen, die über ein Verwaltungsorgan verfügen, wird der Entwurf des operativen Plans vorher von diesem Verwaltungsorgan genehmigt.

Der operative Plan wird auf der Grundlage eines von der Regierung verabschiedeten Musters auf Gutachten des Kollegiums der leitenden Generalbeamten aufgestellt. Der operative Plan stellt ein zusammenfassendes Dokument dar, das auf der Grundlage messbarer Elemente aufgestellt wird.

Bei Unstimmigkeit zwischen dem oder den funktionellen Ministern und dem Mandatsträger über den Entwurf des operativen Plans verabschiedet die Regierung endgültig den operativen Plan.

§ 2. Die Entwürfe des operativen Plans werden der Regierung gemäß den folgenden Modalitäten übermittelt:

- was den Generalsekretär betrifft, innerhalb von drei Monaten ab seiner Benennung und nach Einvernehmen innerhalb des strategischen Ausschusses;

- was die anderen Mandatsträger der Dienststellen der Regierung betrifft, innerhalb des Monats ab der Genehmigung durch die Regierung des operativen Plans des Generalsekretärs;

- was die Mandatsträger der Einrichtungen öffentlichen Interesses betrifft, innerhalb von drei Monaten ab ihrer Benennung.

§ 3. Was die für eine Stelle als Generalinspektor zeitweilig ernannten Mandatsträger betrifft, wird der operative Plan durch einen Zielsetzungsvertrag ersetzt. Der Entwurf des Zielsetzungsvertrags wird vom Generalinspektor innerhalb von drei Monaten ab der Genehmigung des operativen Plans durch seinen direkten hierarchischen Vorgesetzten erstellt.

Durch den Entwurf des Zielsetzungsvertrags wird die Aufgabenbeschreibung eingesetzt.

In den Einrichtungen, die über ein Verwaltungsorgan verfügen, wird der Entwurf des Zielsetzungsvertrags vorher von diesem Verwaltungsorgan genehmigt.

Der Zielsetzungsvertrag wird auf der Grundlage eines von der Regierung verabschiedeten Musters auf Vorschlag des Kollegiums der leitenden Generalbeamten erstellt. Der Zielsetzungsvertrag stellt ein zusammenfassendes Dokument dar, das auf der Grundlage messbarer Elemente erstellt wird.

Die Zielsetzungen des Vertrags fügen sich in den Rahmen des operativen Plans des direkten hierarchischen Vorgesetzten und der gemeinschaftspolitischen Erklärung ein.

Der Zielsetzungsvertrag wird neu überprüft und gegebenenfalls innerhalb von drei Monaten ab jeder Änderung des operativen Plans angepasst.

Die Zielsetzungsverträge und ihre Änderungen werden von dem oder den funktionellen Ministern genehmigt.

Bei Unstimmigkeit zwischen dem oder den funktionellen Ministern, dem hierarchischen Vorgesetzten und dem Generalinspektor über den Inhalt des Entwurfs des Zielsetzungsvertrags verabschiedet die Regierung endgültig den Zielsetzungsvertrag.

Art. 347 - Wenn die in Artikel 342, § 3, 2°, 3° und 4° erwähnten Elemente der Aufgabenbeschreibung geändert werden, wird der operative Plan oder der Zielsetzungsvertrag gemäß dem in Artikel 346 vorgesehenen Verfahren revidiert.

Wenn die Bewertung des Mandatsträgers gemäß Artikel 356 stattgefunden hat, kann der operative Plan oder der Zielsetzungsvertrag auf Anfrage der Regierung gemäß dem in Artikel 346 erwähnten Verfahren revidiert werden.

Der Mandatsträger kann beantragen, dass der operative Plan oder der Zielsetzungsvertrag revidiert wird, wenn die zugeteilten Haushaltsmittel und menschlichen Ressourcen oder anderen grundlegenden Elemente der Aufgabenbeschreibung wesentlich geändert werden. Diese Revision des Plans oder Vertrags erfolgt gemäß dem in Artikel 346 vorgesehenen Verfahren.

#### *KAPITEL III — Dauer des Mandats*

Art. 348 - Die Mandate enden am 31. Dezember des Jahres im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat.

Nach Ablauf der auf diese Weise festgelegten Frist legt der Mandatsträger sein Amt von Rechts wegen nieder. Falls jedoch nach Ablauf dieser Frist kein neuer Mandatsträger benannt worden ist, wird das laufende Mandat bis zum 31. März des Jahres, das auf dasjenige folgt, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat, verlängert.

Wenn nach Ende dieser Verlängerung kein neuer Mandatsträger benannt worden ist, kann die Regierung durch einen mit Gründen versehenen Beschluss das laufende Mandat für einen zusätzlichen Zeitraum um einen von ihr festgelegten Zeitraum verlängern.

Das in Absatz 1 vorgesehene Ablaufdatum des Mandats ist auch dann anwendbar, wenn das laufende Mandat nach dem 31. Dezember des Jahres im Laufe dessen die Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat, zugeteilt worden ist.

Der vorliegende Artikel ist unbeschadet der gesetzlichen Regeln zur Festlegung des Alters, in dem die Bediensteten durch die bloße Tatsache, es erreicht zu haben, von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, anwendbar.

Art. 349 - § 1. Das Mandat endet in folgenden Fällen vorzeitig:

1° freiwilliger Rücktritt des Mandatsträgers;

2° Eintreten eines in Artikel 23 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze erwähnten Ereignisses, das für einen Bediensteten den Verlust seiner Eigenschaft als Bediensteter nach sich zieht;

3° Nichteinhaltung seitens des Mandatsträgers der Unvereinbarkeitsregelung, wie sie in Artikel 352 organisiert wird;

4° endgültige Disziplinarstrafe durch Entlassung von Amts wegen oder durch Abberufung;

5° einstweilige Amtsenthebung von mehr als sechs Monaten im Interesse des Dienstes;

6° ungünstige Bewertung im Laufe des Mandats oder zwei aufeinanderfolgende vorbehaltliche Bewertungen im Laufe des Mandats;

7° Versetzung in den Ruhestand;

8° Inanspruchnahme eines von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs von mehr als vier Tagen im Monat;

9° Benennung des Mandatträgers zur Ausübung des Amtes als Bürgermeister, Schöffe oder Vorsitzender des Sozialhilferats;

10° Inanspruchnahme von Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlauben, die dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen würden, in Anwendung der Regelung bezüglich des politischen Urlaubs.

In Anwendung des Absatzes 1, 3° und wenn die Regierung der Ansicht ist, dass eine Tätigkeit, Beschäftigung oder ein in Artikel 352, 2° und 3° erwähntes Verhalten nicht mit dem Mandat vereinbar ist, gibt sie dem Mandatsträger, bevor sie seinem Mandat ein Ende setzt, die Möglichkeit, innerhalb von einem Monat die besagte Tätigkeit oder das besagte Verhalten zu beenden.

Außerdem kann die Regierung dem Mandat wegen Krankheit von einer zusammengezählten Dauer von mindestens sechs Monaten während des laufenden Mandats ein Ende setzen.

Jedes Rücktrittsangebot setzt eine Kündigungsfrist von sechs Monaten voraus, außer im Falle einer kürzeren Dauer, die im Einvernehmen zwischen dem Mandatsträger und dem(den) Minister(n) bestimmt wird.

§ 2. Die Benennung eines neuen Mandatträgers erfolgt durch die Benennung eines anderen Bewerbers, der seine Bewerbung entweder im Laufe des vorhergehenden Bewerbungsaufrufs oder infolge eines neuen Bewerbungsaufrufs eingereicht hat. In dem letzten Fall legt die Regierung das äußerste Datum zur Einreichung der Bewerbungen fest.

Art. 350 - § 1. Die Regierung kann einen Bediensteten desselben Rahmens bezeichnen, indem sie vorrangig Bedienstete, die Mitglieder des in Artikel 341/8 erwähnten Pools sind, heranzieht, um die höheren Funktionen für einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten in folgenden Fällen auszuüben:

1° Abwesenheit des Mandatträgers seit mehr als zwei Monaten;

2° vorhersehbare Abwesenheit des Mandatträgers für einen Zeitraum von mindestens zwei Monaten;

3° Ende des Mandats in Erwartung der Benennung eines neuen Mandatträgers.

Jeder für die Ausübung höherer Funktionen benannte Bedienstete muss eine berufliche Erfahrung von acht Jahren in der Stufe 1 oder einer gleichwertigen Stufe nachweisen können, worunter zwei Jahre im Dienstrang A4 oder einem gleichwertigen Dienstrang.

§ 2. Im Falle der Benennung eines Mandatträgers zur Ausübung der höheren Funktionen wird das Mandat für die gesamte Dauer der höheren Funktionen ausgesetzt.

Der zur Ausübung der höheren Funktionen benannte Mandatsträger behält mindestens seine Entlohnung als Mandatsträger im Sinne des Artikels 355.

#### KAPITEL IV — *Verwaltungs- und Besoldungslage*

##### *Abschnitt 1 — Ausübung des Mandats*

Art. 351 - Das Mandat wird im Rahmen eines zeitweiligen statutarischen Verhältnisses ausgeübt. Es gibt keinen Anspruch auf endgültige Ernennung zu dem Amt, das es verleiht.

Der Mandatsträger übt sein Mandat als Vollzeitbeschäftigung aus.

Art. 352 - Während der Dauer des Mandats ist es dem Mandatsträger nicht erlaubt:

1° jegliches Amt auszuüben, das ihn daran hindert, sein Mandat als Vollzeitbeschäftigung auszuüben;

2° jegliche Tätigkeit oder Beschäftigung auszuüben, das die Ausübung der Amtspflichten beeinträchtigen könnte oder gegen die Würde dieses Amtes verstoßen würde;

3° jegliche Tätigkeit, Beschäftigung auszuüben oder jegliches Verhalten an den Tag zu legen, das das Vertrauen der Öffentlichkeit in seinen Dienst beeinträchtigen könnte oder seine Neutralitätspflicht in Frage stellen könnte;

4° einen Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu beanspruchen, mit Ausnahme des Elternurlaubs, der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege und des Urlaubs zur Unterstützung oder Pflege eines Haushalts- oder Familienmitglieds bis zum zweiten Grad, das an einer schweren Krankheit leidet;

5° einen Urlaub für die Ausübung eines Amtes in einem in den Artikeln 485 und 486 erwähnten Organ zu erhalten;

6° eine Genehmigung für die Ausübung seiner Amtstätigkeit durch verkürzte Dienstleistungen aus persönlichen oder aus sozialen oder familiären Gründen zu erhalten;

7° einen Anspruch auf einen Urlaub zur Ausübung einer Tätigkeit bei einer anerkannten politischen Partei zu erhalten;

8° einen Anspruch auf einen anderen Missionsurlaub zu erhalten als denjenigen, der ihm für die Ausübung eines Mandats im Sinne des vorliegenden Erlasses gewährt wird;

9° ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit zu erhalten;

10° einen Urlaub zur Absolvierung einer Probezeit zu erhalten;

11° die freiwillige Viertageweche in Anspruch zu nehmen;

12° einen Urlaub zu erhalten, um dem König oder den Prinzen und Prinzessinnen von Belgien zur Verfügung gestellt zu werden;

13° aus persönlichen Gründen zur Disposition gestellt zu werden.

Art. 353 - Der Bedienstete, der zum Zeitpunkt seiner Benennung zu einem Mandat der Wallonischen Region oder der Französischen Gemeinschaft innerhalb der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung endgültig ernannt wird, wird während der Dauer des Mandats in seiner ursprünglichen Stelle von Amts wegen für eine Mission allgemeinen Interesses beurlaubt.

Der Arbeitsvertrag des Personalmitglieds der Wallonischen Region oder einer der in Artikel 1 angeführten Einrichtungen, das vorübergehend als Mandatsträger der Wallonischen Region oder der Französischen Gemeinschaft ernannt wird, wird mit dem Einverständnis dieses Personalmitglieds ausgesetzt.

Art. 354 - Jeder Mandatsträger muss wenigstens zwanzig Ausbildungsstunden pro Kalenderjahr ablegen die er unter jenen aussucht, die von der Schule für öffentliche Verwaltung vorgeschlagen werden oder von ihr validiert wurden.

Bei Missachtung der in Absatz 1 festgelegten Verpflichtung wird die Zahlung des in Artikel 355 angeführten Betrags ausgesetzt. Diese Aussetzung findet so lange Anwendung, bis die Sachlage des Mandatsträgers bezüglich dieser Verpflichtung reguliert ist.

Art. 354/1 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 70 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 können die Mandatsträger, die ein Amt im Dienstrang A1 oder A2 bekleiden, gemeinsam mit dem Minister und mit seiner Zustimmung vor dem Parlament angehört werden zu Fragen, für die die Verwaltung über eine Vollmacht verfügt oder die strikt in den Bereich der internen Organisation der Dienststellen fallen.

#### Abschnitt 2 — Entlohnung

Art. 355 - Jeder Mandatsträger hat Anspruch auf die dem Dienstgrad der von ihm besetzten Stelle entsprechende Gehaltsstufe, die erhöht wird um einen an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebundenen und gemäß den in Artikel 247 festgelegten Regeln an den Index gebundenen Betrag von:

- 8.510 Euro für die Mandatsträger im Dienstrang A1 und A2;
- 6.500 Euro für die Mandatsträger im Dienstrang A3.

#### KAPITEL V — Bewertung

Art. 356 - § 1. Zu einem von dem oder den funktionellen Minister(n) festgelegten Zeitpunkt innerhalb eines Zeitraums nach dem Amtsantritt des Mandatsträgers, der am Ende des neunten Monats beginnt und am Ende des fünfzehnten Monats endet, findet eine Bewertung dieses Mandatsträgers statt. Diese Bewertung bezieht sich auf die Art und Weise, auf die der Mandatsträger die in seiner Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben seit Beginn seines Mandats erledigt hat.

§ 2. Alle zwei Jahre ab seinem Amtsantritt erstellt der Mandatsträger einen Fortschrittsbericht über seine Tätigkeit. Dieser Bericht bezieht sich auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben und der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung und dem operativen Plan oder dem Zielsetzungsvertrag entsprechen.

§ 3. Falls eines der in einem der in § 2 angeführten Berichte enthaltenes Element oder jegliche sonstige ordnungsgemäß angeführte Umstände dies rechtfertigen, können der oder die funktionellen Minister beschließen, dass im Laufe des Mandats eine zusätzliche Bewertung durchgeführt werden muss.

In diesem Fall bezieht sich diese Bewertung auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben und der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung und dem operativen Plan oder dem Zielsetzungsvertrag entsprechen.

Art. 357 - Die in Anwendung von Artikel 356, § 1 durchgeführte Bewertung ist Gegenstand einer der nachstehenden Auszeichnungen:

1° "günstig": Wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben auf eine ausreichend zufriedenstellende Art und Weise ausgeführt werden und der Mandatsträger ausreichend zufriedenstellende Führungsqualitäten gezeigt hat;

2° "vorbehaltlich": Wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben nur zu teilhaft ausgeführt werden und der Mandatsträger nur zu teilhaft zufriedenstellende Führungsqualitäten gezeigt hat;

3° "ungünstig": Wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben nur unzulänglich ausgeführt werden und der Mandatsträger nur zu unzulänglich Führungsqualitäten gezeigt hat.

Die in Anwendung von Artikel 356, § 3 oder von Artikel 358, Absatz 2 durchgeführte Bewertung ist Gegenstand einer der nachstehenden Vermerke:

1° "günstig": Wenn die in der Aufgabenbeschreibung und in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen Verwaltungsaufgaben und strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist;

2° "vorbehaltlich": Wenn die in der Aufgabenbeschreibung und in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen Verwaltungsaufgaben und strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

3° "ungünstig": Wenn die in der Aufgabenbeschreibung und in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen Verwaltungsaufgaben und strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur unzulänglich, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden.

Art. 358 - Wir dem Mandatsträger eine günstige Bewertung zuteil, so führt er sein Mandat weiter aus.

Im Falle der Zuteilung einer vorbehaltlichen Bewertung im Laufe des Mandats, wird nach Ablauf einer einjährigen Frist eine neue Bewertung durchgeführt.

Im Falle der Zuteilung von zwei aufeinanderfolgenden vorbehaltlichen Bewertungen wird das Mandat frühzeitig beendet.

Im Falle der Zuteilung einer ungünstigen Bewertung wird das Mandat frühzeitig beendet.

Art. 359 - Der Mandatsträger, dessen letzte Bewertung mit dem Vermerk "vorbehaltlich" abgeschlossen wurde, ist während einer Dauer von fünf Jahren nach Ablauf seines Mandats für eine erneute Bewerbung für dieses Mandat oder für eine Bewerbung für ein Mandat in einem höheren Dienstrang nicht zulässig.

Der Mandatsträger, der eine ungünstige Bewertung erhalten hat, ist während einer Dauer von fünf Jahren nach Ablauf seines Mandats für eine Bewerbung für ein Mandat nicht zulässig.

Art. 360 - § 1. Der nicht in seinem Mandat bestätigte Mandatsträger, der Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer in Artikel 1 erwähnten Einrichtung ist, und der nicht in seiner ursprünglichen Stelle ersetzt worden ist, wird nach Ablauf seines Mandats wieder in diese Stelle eingesetzt. Falls er ersetzt worden ist, wird ihm eine Stelle in einem gleichwertigen Dienstrang zugewiesen. Er behält dabei die Eigenschaft eines Mitglieds des Pools von Kandidaten um die Ausübung eines Mandats.

Fällt seine letzte Bewertung günstig aus, so hat er Anspruch auf einen bezahlten Urlaub fünfzehn Tagen, wobei die Entlohnung diejenige ist, die während der Ausübung des Mandats bezogen wurde.

§ 2. Dem früheren Mandatsträger, der weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch Anspruch auf irgendwelchen Urlaub hat, der ihm ermöglicht, wieder in seine frühere Stelle eingesetzt zu werden, und der weder eine ungünstige Bewertung, noch zwei aufeinanderfolgende vorbehaltliche Bewertungen erhalten hat und nicht für ein neues Mandat benannt wird, bezieht bei Amtsaustritt eine Abgangsentschädigung, die auf die gleiche Art und Weise wie die der Mitglieder des Vertragspersonals berechnet wird. Die Abgangsentschädigung entspricht wenigstens dem Gehalt des Mandatsträgers für einen Zeitraum von sechs Monaten, falls er ein einziges



Mandat ausgeübt hat, und dem Gehalt des Mandatsträgers für einen Zeitraum von zwölf Monaten, falls er mehr als ein Mandat ausgeübt hat. Er gelangt zudem in den Genuss eines Outplacements. Der in dem vorliegenden Absatz erwähnte nicht in seinem Mandat bestätigte Mandatsträger behält die Eigenschaft eines Mitglieds des Pools von Kandidaten für die Ausübung eines Mandats.“

#### KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen*

**Art. 2** - In Artikel 6 desselben Erlasses wird Punkt 3°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes, durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“3° im Dienstrang A3: die Dienstgrade des Generalinspektors und des Generalinspektors-Sachverständigen;“

**Art. 3** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird § 3, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes, durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“§ 3. Jede Abteilung wird von einem Generalinspektor oder von einem Generalinspektor-Sachverständigen geleitet.

Der Stellenplan des Personals des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sieht für jede Abteilung entweder die Stelle eines Generalinspektors oder die Stelle eines Generalinspektors-Sachverständigen vor. Die Abteilungen, die sich durch den wenig operativen Charakter ihrer Aufgaben kennzeichnen, durch die geringe Anzahl der damit beauftragten Personalmitglieder sowie durch die geringen Auswirkungen auf den Haushalt, werden unter die Aufsicht des Generalinspektors - Sachverständigen gestellt.“

**Art. 4** - Artikel 334, § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

“In Abweichung von Absatz 1, 3° tagt der Generalsekretär der Wallonie mit beratender Stimme, wenn es sich um einen Mandatsträger des Öffentlichen Dienstes der Wallonie handelt“.

In § 4, Absatz 1 desselben Artikel wird Punkt 4° gestrichen.

**Art. 5** - In Artikel 361 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird der Wortlaut “in den Grad des Ranges A3” durch den Wortlaut “in den Grad eines Generalinspektors-Sachverständigen” ersetzt.

**Art. 6** - Artikel 362 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 362 - Unbeschadet des Rechts der Regierung, eine Stelle von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene nicht einem Mandat unterliegende Stelle im Dienstrang A3 aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung;

2° interne Mobilität;

3° Beförderung eines dem vorliegenden Erlass unterliegenden Beamten, der nicht dem Stellenplan angehört, in dem die Stelle als zu besetzen erklärt worden ist;

4° externe Mobilität.

Die nacheinander in Absatz 1, 2° bis 4° vorgesehenen Verfahren zur Vergabe der Stelle können nur dann zur Anwendung gelangen, wenn keine Bewerbung für die Zuweisung der Stelle nach den vorherigen Verfahren vorliegt, oder wenn die Regierung beschließt, die Stelle keinem der Bewerber nach den vorherigen Verfahren zu vergeben.“

**Art. 7** - Artikel 363 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 wird wie folgt abgeändert:

1° § 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“§ 2. Der Auswahlausschuss steht unter dem Vorsitz des Generalsekretärs oder seines Beauftragten. Er umfasst des Weiteren den Generaldirektor, von dem die zu besetzende Stelle abhängt, sowie zwei Mitglieder die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Zusammenhang mit den Elementen des Funktionsprofils verfügen und die außerhalb der Verwaltung, der öffentlichen Einrichtungen oder der ministeriellen Kabinette gewählt werden.“;

2° in § 3, Absatz 1 wird zwischen den Wortlaut “Der Auswahlausschuss erstellt” und dem Wortlaut “einen vorläufigen Vorschlag” der Wortlaut “nach Anhörung der Bewerber” eingefügt;

3° in § 3, Absatz 2 wird der Wortlaut “, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn letzterer dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.“ gestrichen;

4° in § 4, Absatz 2 wird der zweite und der dritte Satz gestrichen.

**Art. 8** - In Artikel 364, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird zwischen den Wortlaut “der Stelle” und dem Wortlaut “wird ein Zielsetzungsvertrag” der Wortlaut “des Dienstrangs A3, die keinem Mandat unterliegt,” eingefügt.

**Art. 9** - In dem einführenden Satz von Artikel 366 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006:

1° wird der Wortlaut “§ 1” gestrichen;

2° wird der Wortlaut “des Generalbeamten des Ranges A3” durch den Wortlaut “des Generalinspektors-Sachverständigen” ersetzt.

#### KAPITEL III — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 10** - § 1. Die Mandatsträger, die eine Stelle innerhalb der Dienststellen der Regierung oder der in Artikel 1 angeführten Einrichtungen besetzen und die sich am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt befinden, werden 2014 von der neuen Regierung, die an den Anschluss der Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird, bewertet werden.

Die Mandatsträger, deren Stelle einem Mandat unterliegt, die das Zeugnis für Public Management erlangt haben und die sich am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt befinden, werden 2015 von der neuen Regierung, die an den Anschluss der Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird, bewertet werden.

Artikel 334 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist mit den folgenden Anpassungen anwendbar auf das in den Absätzen 1 und 2 erwähnte Bewertungsverfahren. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Aufforderung des Ministers für den öffentlichen Dienst müssen der neuen Regierung begründete Bewertungsberichte übermittelt werden. Diese Berichte werden für jeden Mandatsträger oder Generalinspektor jeweils durch den Betroffenen selbst und durch den

Generalsekretär oder den leitenden Generalbeamten, der innerhalb der Einrichtung den höchsten Dienstrang hat, erstellt. Was den Generalsekretär, die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den leitenden Beamten mit dem höchsten Dienstrang betrifft, so wird der zweite Bewertungsbericht von der Regierung erstellt, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt ist, oder durch das Verwaltungsorgan der Einrichtung, falls diese über ein derartiges Organ verfügt. Dieser zweite Bewertungsbericht wird dem Mandatsträger zugestellt, der, ohne dass er die Möglichkeit hat, angehört zu werden, über eine Frist von acht Tagen verfügt, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Die neue Regierung unterbreitet dem Mandatsträger oder dem Generalinspektor einen Bewertungsvorschlag innerhalb eines Monats nach Ablauf der Frist von acht Tagen. Innerhalb von acht Tagen nach der Zustellung durch den Minister für den öffentlichen Dienst des anders als sehr günstig oder günstig lautenden Bewertungsvorschlags kann der Mandatsträger oder der Generalinspektor bei der Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, angehört zu werden. Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem sie mit der Angelegenheit befasst wurde, gibt die Beschwerdekammer ein Gutachten ab und stellt sie dieses zu. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang dieses Gutachtens wird die Bewertung von der neuen Regierung genehmigt.

Der zweite Bewertungsbericht umfasst die Feststellungen und Beurteilungen über die Art und Weise, auf die der Mandatsträger oder der Generalinspektor sein Amt ausgeübt hat und seine Ziele erreicht oder nicht. Er beinhaltet keinen Vorschlag einer Bewertung.

Die neue Regierung nimmt die Bewertung vor, indem sie dieser einen Vermerk zuteilt.

Zu diesem Zweck berücksichtigt sie die folgenden Informationen:

- Der Zielsetzungsvertrag des bewerteten Mandatsträgers oder - falls vorhanden - das Funktionsprofil des bewerteten Generalinspektors;
- der operative Plan oder der Zielsetzungsvertrag;
- der durch den Mandatsträger oder den Generalinspektor selbst erstellte Bewertungsbericht;
- der durch die ausscheidende Regierung, das Verwaltungsorgan der Einrichtung, den Generalsekretär oder den leitenden Beamten verfasste Bewertungsbericht;
- die ggf. durch den Mandatsträger oder Generalinspektor, der bewertet wird, zu diesem Bewertungsbericht geäußerten Bemerkungen.

In Abweichung von Absatz 3 des vorliegenden Absatzes können der Generalsekretär, die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der leitende Beamte mit dem höchsten Dienstrang einer Einrichtung, die kein Verwaltungsorgan besitzt, selbst im Falle einer günstigen Bewertung bei der Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, angehört zu werden.

In Abweichung von Absatz 4 des vorliegenden Absatzes beinhaltet der zweite von der ausscheidenden Regierung verfasste Bericht für den Generalsekretär, die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und den leitenden Beamten mit dem höchsten Dienstrang einer Einrichtung, die kein Verwaltungsorgan besitzt, den Vorschlag einer Bewertung.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Bewertung kann zu der Vergabe einer der folgenden Vermerke führen:

1° "sehr günstig": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger oder der Generalinspektor jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist. Zudem muss der Mandatsträger oder der Generalinspektor in ausreichender Weise dazu beigetragen haben, ein Vertrauensverhältnis mit der Regierung herzustellen, er muss innovativ und in Eigeninitiative gehandelt haben und ausreichend zur Ausstrahlung seiner Dienststelle beigetragen haben;

2° "günstig": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger oder der Generalinspektor jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist;

3° "vorbehaltlich": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft erreicht wurden, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

4° "ungünstig": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur unzureichend erreicht wurden, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden.

§ 3. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine sehr günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem in Artikel 341/8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass eingefügten Fassung erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Auf seinen Antrag hin wird sein Mandat automatisch verlängert. Nach Beendigung dieses neuen Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine sehr günstige Bewertung erhält, wird auf seinen Antrag hin automatisch in der Stelle, die er bis zu diesem Zeitpunkt ausübte, als Mandatsträger bezeichnet.

§ 4. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem in Artikel 341/8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass eingefügten Fassung erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses kann er für jede für offen erklärte Stelle, die im Rahmen eines Mandats zu vergeben ist, seine Bewerbung einreichen. Nach Beendigung dieses neuen Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war.

Falls er nach dem Einreichen seiner Bewerbung anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht für ein neues Mandat bezeichnet worden ist und er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Die Regierung überträgt ihm eine Aufgabe, die im Verhältnis zu seinem Dienstrang steht.

Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

§ 5. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine vorbehaltliche Bewertung erhält, kann nicht anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses bezeichnet werden, um im Rahmen eines Mandats die Stelle, die er bis dahin ausübte, oder eine Stelle in einem höheren Dienstrang zu besetzen.

Falls er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine vorbehaltliche Bewertung erhält, kann nicht anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses bezeichnet werden, um im Rahmen eines Mandats die Stelle, die er bis dahin besetzte, oder eine Stelle in einem höheren Dienstrang auszuüben.

§ 6. Der Mandatsträger oder der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine ungünstige Bewertung erhält, kann weder anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses bezeichnet werden, um im Rahmen eine Stelle zu besetzen, noch darf er vor dem 31. Dezember 2019 eine derartige Stelle besetzen.

§ 7. Wird das Mandat eines Mandatsträgers oder ein Generalinspektors in Anwendung von § 3 für dasselbe Amt verlängert, so wird die Erklärung, dass die Stelle zu besetzen ist, von Rechts wegen zurückgezogen.

**Art. 11** - Der Generalinspektor, der eine einem Mandat unterliegende Stelle besetzt und der 2015 nicht für ein Mandat bezeichnet worden ist, wird einer anderen Stelle in seinem Dienstgrad zugewiesen oder er wird von der Regierung mit einer Aufgabe in Zusammenhang mit seinem Dienstgrad beauftragt.

**Art. 12** - Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses durch die neue in Artikel 10, § 1 erwähnte Regierung wird die Bezeichnung der Mandatsträger spätestens an den folgenden Daten vorgenommen:

- Die Bezeichnung der Mandatsträger der Dienstränge A1 und A2 der Dienststellen der Regierung und der Mandatsträger der Einrichtung erfolgt spätestens am 31. Dezember 2014;

- Die Bezeichnung der Mandatsträger des Dienstranges A3 der Dienststellen der Regierung erfolgt spätestens am 31. Juli 2015.

Bei dieser Gelegenheit muss die in Artikel 340 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass abgeänderten Fassung angeführte Bedingung von den Bewerber um eine im Rahmen eines Mandats zu vergebende Stelle spätestens an den folgenden Daten erfüllt werden:

- spätestens am 1. Dezember 2014 für die Mandatsträger der Dienstränge A1 und A2 der Dienststellen der Regierung und die Mandatsträger der Einrichtung;

- spätestens am 1. Juli 2015 für die Mandatsträger der Dienstränge A3 der Dienststellen der Regierung.

Bei der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses auf die Mandatsträger des Dienstrangs A3 der Dienststellen der Regierung werden die Stellen in Abweichung von Artikel 342, § 1 spätestens am 1. Februar 2015 für offen erklärt.

**Art. 13** - § 1. Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2. In Abweichung von § 1 tritt Artikel 1 des vorliegenden Erlasses am 1. Juli 2014 in Kraft.

Die neuen Artikel 341/1 bis 341/7 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, die durch Artikel 1 des vorliegenden Erlasses eingefügt worden sind, sowie der neue Artikel 348 desselben Kodex, der durch die vorerwähnte Bestimmung des vorliegenden Erlasses abgeändert worden ist, treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Bis zu dem Inkrafttreten von Artikel 1 des vorliegenden Erlasses nach Absatz 1 bilden die vorerwähnten Artikel 341/1 bis 341/7 innerhalb des Titels II des Buches II des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ein Kapitel 1 mit dem Titel "Zeugnis für Public Management".

**Art. 14** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. September 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200650]

**20 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 26 januari 2012 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "École d'Administration publique" (Openbare Bestuursschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 november 2010;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 9 december 2010;

Gelet op de instemming van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 december 2010;

Gelet op protocol nr. 577 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 22 juni 2012;

Gelet op advies nr. 50.047/2 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2012;

Gelet op advies nr. 51.606/2/V van de Raad van State, gegeven op 16 juli 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuursschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 20 september 2012 tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het getuigschrift management openbare besturen voor de toegang tot de betrekkingen onderworpen aan de mandaatregeling binnen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Mandatenregeling*

**Artikel 1.** In Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, wordt Titel II met de artikelen 339 tot 360, die vervangen zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en die gewijzigd zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat, vervangen door de volgende bepalingen :

"TITEL II. — *Mandaatregeling*HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en toegangsvoorwaarden*

Art. 339. Per mandaat worden toegewezen, overeenkomstig de bepalingen van deze titel :

1<sup>o</sup> binnen de diensten van de Regering, de betrekkingen van ambtenaren-generaal, met uitzondering van de betrekkingen van deskundige-inspecteur-generaal, van rang A3, bedoeld in de artikelen 6 en 10, § 3;

2<sup>o</sup> binnen de in artikel 1 bedoelde instellingen, de betrekkingen van leidende ambtenaren-generaal tenzij het decreet houdende oprichting van bedoelde instelling daar anders over beslist.

Art. 340. De kandidaat voor een mandaat moet uiterlijk op de vervaldatum van de voor de indiening van de kandidaturen voorgeschreven termijn lid zijn van de pool van kandidaten bedoeld in artikel 341/8.

Art. 341. In afwijking van artikel 19 kan niemand voor een mandaat aangewezen worden als hij niet voldoet aan volgende voorwaarden :

1<sup>o</sup> van een gedrag zijn in overeenstemming met de vereisten van de functie;

2<sup>o</sup> de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3<sup>o</sup> niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;

4<sup>o</sup> voldoen aan de wetten op de dienstplicht;

5<sup>o</sup> het bewijs leveren van het medisch attest vereist om de functie uit te oefenen;

6<sup>o</sup> niet houder zijn van een politiek mandaat dat voor een ambtenaar een politiek verlof van meer dan vier dagen per maand meebrengt;

7<sup>o</sup> niet houder zijn van één van de volgende politieke mandaten : schepen, burgemeester of voorzitter van de raad sociale actie;

8<sup>o</sup> overeenkomstig de artikelen 476 en 477, niet in aanmerking komen voor dienstvrijstellingen of facultatieve politieke verlopen die na cumulatie met het politieke verlof van ambtswege, een overschrijding van het totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand als gevolg zouden hebben.



HOOFDSTUK II. — *Selectie en aanwijzing**Afdeling 1. — Getuigschrift management openbare besturen*

Art. 341/1. § 1. Het getuigschrift management openbare besturen wordt afgegeven na het slagen voor het examen georganiseerd aan het einde van de vorming die bedoeld is in de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare Bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest.

§ 2. De vorming bestaat in een internuniversitair getuigschrift Executive master management openbare besturen of een interuniversitair getuigschrift management openbare besturen bedoeld in artikel 6, § 1, 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hierna het "interuniversitair getuigschrift" genoemd. Het interuniversitair getuigschrift wordt door de universiteiten van de Franse Gemeenschap toegekend.

Het Getuigschrift management openbare besturen wordt bij cycli georganiseerd. Een cyclus bepaalt het geheel gevormd door :

- het vergelijkend overgangsexamen tot de vorming bedoeld in artikel 341/4, § 2;
- de cursussen, gevallenstudies, practicum, werkcolleges en examens die leiden tot het afgeven van het interuniversitair getuigschrift;
- het in artikel 341/7 bedoelde examen.

§ 3. Op de voordracht van de Openbare Bestuurschool die in overleg met de universiteiten handelt, bepaalt de Regering het programma van het interuniversitair getuigschrift dat nodig is voor het verkrijgen van het getuigschrift management openbare besturen. Dit programma omvat de doelstellingen van de cursussen en het profiel van de leerkrachten die ermee belast zijn.

§ 4. Het programma van het interuniversitair getuigschrift is multidisciplinair en van hoog niveau. Het heeft als doel de bekwaamheden inzake management openbare besturen te ontwikkelen en zorgt ervoor dat de kandidaten de voor de uitoefening van een mandaat vereiste bevoegdheden bezitten. Onder voorbehoud van bepaalde theoretische aspecten is het wezenlijk gericht op een praktische vorming die zich op een interactieve pedagogie steunt, waarbij de persoonlijke inzet van de deelnemers bevorderd wordt. Dit programma omvat gevallenstudies en onderzoeken van dossiers gegrond op de administratieve werkelijkheid. De theoretische en praktische lessen leggen de nadruk op de concrete problemen ontmoet in het beheer van de openbare diensten en op de oplossingen die daarvoor kunnen worden gevonden.

Het programma van het interuniversitaire getuigschrift slaat minstens op de volgende aangelegenheden :

- ethiek en waarden van de openbare dienst;
- strategisch beheer van de organisatie;
- beheer van de kwaliteit, de verandering, de creativiteit en de innovering;
- human resources management;
- dialoog en sociale relaties;
- communicatie;
- Europees beleid;
- modernisering van het bestuur;
- management en leadership;
- staathuishoudkunde;
- openbare financiën, fiscaliteit en openbare boekhouding;
- overheidsopdrachten.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de opstelling door elke kandidaat van een schriftelijke scriptie. Deze scriptie bestaat in een grondig onderzoek van een overkoepelend praktisch geval. Dit geval wordt van tevoren gezamenlijk door de School en de universiteiten goedgekeurd.

§ 5. Het uurvolume van het interuniversitair getuigschrift is minstens tweehonderd veertig uren. De uren die voor de scriptie besteed worden, zijn in de tweehonderd veertig uren niet inbegrepen.

Art. 341/2. Niemand kan tot de cyclus toegang hebben om het getuigschrift management openbare besturen te krijgen indien hij na het verstrijken van de termijn voor de indiening van de kandidaturen bedoeld in artikel 341/3, § 3, de volgende voorwaarden niet vervult :

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot niveau A. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de Openbare Bestuurschool of door een orgaan aangewezen bij deze Code;

2° een nuttige ervaring van minstens 8 jaar kunnen voorleggen in een ambt van niveau A of een gelijkwaardig ambt, waaronder twee jaar ervaring in team- of projectenbeheer.

Art. 341/3. § 1. Elke cyclus moet het voorwerp uitmaken van een aankondiging in twee Belgische dagelijkse titels van de Franstalige pers en op de website van SELOR. Die aankondiging wordt door de Openbare Bestuurschool opgesteld en minstens door SELOR in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. Die aankondiging omvat ten minste de volgende elementen :

- de toegangsvoorwaarden alsook het maximumaantal deelnemers aan de cyclus;
- de identiteit van de diensten en/of de personen van wie het dossier voor de kandidaatstelling kan worden verkregen en die aan de kandidaten elke nuttige informatie over de vorming kunnen verstrekken;
- de inlichtingen en/of documenten die in de akte voor de kandidaatstelling moeten voorkomen;
- de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door SELOR vastgesteld en kan niet korter zijn dan twintig dagen en niet langer zijn dan twee maanden. Hij gaat in vanaf de dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de in § 2 bedoelde aankondiging. Als die termijn niet in acht wordt genomen, dan is de kandidatuur niet ontvankelijk.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt tussen 15 juli en 15 augustus opgeschort.

§ 4. De kandidaturen worden langs de elektronische weg aan SELOR gericht.

§ 5. SELOR gaat na of de kandidaturen ontvankelijk zijn.

Art. 341/4. § 1. Voor zover het een voorwaarde is voor de afgifte van het getuigschrift management openbare besturen, is het interuniversitair getuigschrift voor een beperkt aantal deelnemers toegankelijk. Voor elke cyclus wordt dit aantal van tevoren door de Regering bepaald na advies van de Openbare Bestuurschool uitgebracht binnen dertig dagen na de aanvraag; zo niet wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. Als het aantal kandidaten hoger is dan het overeenkomstig § 1 bepaalde aantal, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af, dat bestaat in een schriftelijke kritische analyse van praktische toestanden. Deze proef bestaat niet in een postbakoefening.

De proeven kunnen een beroep doen op het gebruik van informatica- of multimediamiddelen. Het verbeteren ervan kan automatisch gebeuren.

Een ontwerp van programma van het vergelijkend examen wordt door de School uitgewerkt en door SELOR bekrachtigd. Het programma van het vergelijkend examen wordt daarna door de Regering goedgekeurd.

§ 3. Worden alleen toegelaten tot de vorming, de kandidaten die zijn geslaagd voor het in § 2 bedoelde vergelijkend examen en die in nuttige orde zijn ten opzichte van het aantal deelnemers dat door de Regering op de voordracht van School is bepaald. Indien twee of meerdere kandidaten ex aequo in de rang die met dit aantal overeenstemt, worden gerangschikt, worden ze alle toegelaten om deel te nemen aan de vorming. SELOR bekrachtigt de resultaten van het vergelijkend examen.

Art. 341/5. § 1. Iedere tot de deelneming aan het interuniversitair getuigschrift toegelaten kandidaat kan de jury voor dit getuigschrift om een vrijstelling vragen voor één of meer cursussen en voor de met die cursussen overeenstemmende evaluaties, ook indien die evaluaties georganiseerd worden in de vorm van een proef waarin meerder cursussen of materies worden geïntegreerd. Geen vrijstelling mag toegekend worden voor de gevallenstudies en voor de opstelling van de scriptie.

Van een cursus mag worden vrijgesteld, de kandidaat die bewijst die hij een cursus of een gelijkwaardige vorming waarvoor hij een vrijstelling vraagt, met vrucht heeft gevolgd.

Een kandidaat kan onder dezelfde voorwaarden een vrijstelling krijgen indien hij het bewijs kan leveren van erkende bevoegdheden duidelijk gebonden aan de betrokken cursus. De jury voor het interuniversitair getuigschrift beslist collegiaal en soeverein.

Art. 341/6. In gemotiveerde omstandigheden kunnen de kandidaten door de jury voor het interuniversitair getuigschrift toegelaten zijn om dit getuigschrift over maximum twee jaar te spreiden.

Art. 341/7. § 1. Voor elke cyclus wordt een jury van vijf leden door SELOR in overleg met de School samengesteld met het oog op het in § 2 bedoelde examen. Deze jury bestaat uit :

- de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde die het voorzitterschap van de jury waarneemt;
- twee leden aangewezen wegens hun hoedanigheid van deskundigen met een onbetwistbare vaardigheid in management of human resources en gekozen buiten de diensten van de Regering, de instellingen, de diensten van de Franse Gemeenschap en de ministeriële kabinetten. Indien één aldus aangewezen lid onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden met dezelfde hoedanigheden als de gewone leden;
- twee mandatarissen in dienst aangewezen onder de houders van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Indien één aldus aangewezen mandataris onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden die houder zijn van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen.

§ 2. De School reikt het getuigschrift management openbare besturen uit aan alle kandidaten die voor het in artikel 341/4 bedoelde vergelijkend examen geslaagd zijn, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die ook geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt georganiseerd.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren.

De jury beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

De kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, kunnen het uiterlijk één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.

§ 3. De jury stelt een reglement op dat de concrete en materiële organisatie van het examen vaststelt.

Afdeling 2 - Samenstelling van een pool van kandidaten

Art. 341/8. Er wordt een pool van kandidaten samengesteld voor de uitoefening van een mandaat in de zin van deze Titel.

Alleen de leden van deze pool kunnen hun kandidatuur voor een bij mandaat in te vullen betrekking indienen.

De pool van de kandidaten voor een mandaat bestaat uit :

- 1° de houders van het getuigschrift management openbare besturen;
- 2° mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Regering en van de in artikel 1 bedoelde instellingen op de eerste dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;
- 3° leden van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat bepaald bij artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;
- 2° mandatarissen in dienst binnen "Wallonie-Bruxelles International" op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" of voor wie de betrekking

vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie die door de Regering ten gevolge van de installatie van het Parlement is verricht;

2° de mandataris in dienst binnen de Openbare Bestuurschool op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

6° de adjunct-administrateur-generaal van de "FOREm" die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie verricht overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van de "Wallonie-Bruxelles International" die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie die door de Regering aangewezen ten gevolge van de installatie van het Parlement verricht is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en het besluit van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International".

De leden van de pool worden niet gerangschikt. Hun lijst wordt in alfabetische volgorde vastgesteld. Die lijst wordt door de Openbare Bestuurschool gehouden. De leden van de pool moeten de School schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens mededelen.

De opname in de pool geeft geen enkel ander recht dan het recht om zijn kandidatuur in te dienen voor een bij mandaat in te vullen betrekking. Ze geeft geen aanleiding tot een soort beloning of bezoldiging.

### *Afdeling 3. — Vacantverklaringen en opdrachtbrieven*

Art. 342. § 1. De bij mandaat in te vullen betrekkingen worden door de Regering vacant verklaard uiterlijk zes weken na de eedaflegging van haar leden, onmiddellijk na de vernieuwing van het Parlement.

§ 2. Voor elk bij mandaat in te vullen mandaat stelt de Regering een opdrachtbrief op hetzelfde moment als ze het mandaat vacant verklaart.

De ontwerpen van opdrachtbrieven worden aan de Regering door het strategisch comité of de beheersorganen van de instellingen, ieder wat hen betreft, voorgedragen uiterlijk binnen drie weken na de eedaflegging van de leden van de Regering, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement. De Regering keurt de ontwerpen van opdrachtbrieven goed. Bij gebrek aan voorstel binnen deze termijn stelt de Regering zelf de opdrachtbrieven op.

§ 3. De opdrachtbrief bevat de volgende gegevens :

- 1° de functieomschrijving en het competentieprofiel van de te begeven betrekking;
- 2° de bepaling van de beheersopdrachten waarmee de mandataris is belast;
- 3° de te halen doelstellingen inzake strategisch beheer die met name op grond van de gewestelijke beleidsverklaring worden bepaald;
- 4° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpbronnen.

Art. 343. § 1. Onmiddellijk na de in artikel 342, § 1, bedoelde vacantverklaring doet de Regering de oproep tot de kandidaten via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Regering en via een e-mail gericht aan elk lid van de pool van kandidaten op grond van de gegevens verstrekt door hen aan de Openbare Bestuurschool.

Die oproep tot de kandidaten vermeldt voor elke betrokken betrekking :

- 1° de wijze en de uiterste datum van de indiening van de kandidaturen;
- 2° de documenten die in de akte voor de kandidaatstelling moeten voorkomen;
- 3° de dienst waar de opdrachtbrief beschikbaar is.

§ 2. Gedurende een periode van negen maanden na de eedaflegging van de leden van de Regering die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement kan elk lid van de pool van kandidaten zijn kandidatuur indienen voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Regering, de instellingen, "Wallonie-Bruxelles International" of de Openbare Bestuurschool en voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Franse Gemeenschap.

De kandidaturen moeten bij de Minister van Ambtenarenzaken ingediend worden uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrokken betrekkingen.

De kandidaturen moeten bij aangekentekend schrijven ingediend worden en omvatten :

- 1° een *curriculum vitae* bevattende een overzicht van de titels en bekwaamheden, opgemaakt op grond van het door de Regering bepaalde model;
- 2° een motivatiebrief voor elke betrekking waarnaar gesolliciteerd wordt, met o.a. de nadere omschrijving van de beleidsvisie van de kandidaat en de omschrijving van de wijze waarop hij het mandaat overweegt uit te oefenen.

De kandidaat die in zijn huidige betrekking onderworpen is aan een tuchtregeling, voegt bij zijn kandidatuur een attest betreffende de staat van zijn tuchtdossier.

*Afdeling 4. — Aanwijzing*

Art. 344. Voor elk bij mandaat in te vullen betrekking onderzoekt de Regering de door de kandidaten ingediende dossiers. Ze vergelijkt de kandidaturen met inachtneming van de titels en verdiensten en van de inhoud van de motivatiebrief van elke kandidaat ten opzichte van de opdrachtbrief betreffende de in te vullen betrekking.

Uiterlijk drie maanden na de vacantverklaring van de in te vullen betrekkingen benoemt de Regering de kandidaat die ze het meest geschikt acht om de functie vol vertrouwen uit te oefenen, tijdelijk in elke betrekking.

Art. 345. Bij ontslag van de Regering overeenkomstig artikel 71 of 72 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen kan de nieuwe Regering beslissen om de bij mandaat ingevulde mandaten vacant te verklaren. In dit geval worden de lopende mandaten van rechtswege beëindigd op de dag van aanwijzing van de nieuwe mandatarissen.

In de in het eerste lid bedoelde hypothesen worden de bij mandaat in te vullen betrekkingen door de nieuwe Regering vacant verklaard uiterlijk zes weken na haar eedaflegging. De kandidaturen moeten uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrekkingen ingediend worden en de mandatarissen moeten aangewezen worden uiterlijk binnen drie maanden na het verstrijken van de voor de indiening van de kandidaturen voorgeschreven termijn.

*Afdeling 5. — Operationeel plan en doelstellingencontract*

Art. 346. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3 legt elke mandataris een ontwerp van operationeel plan dat de opdrachtbrief uitvoert, ter goedkeuring aan de Regeringen voor.

In de instellingen die beschikken over een beheersorgaan wordt het ontwerp van operationeel plan van tevoren door dit beheersorgaan goedgekeurd.

Het operationeel plan wordt op grond van een door de Regering goedgekeurd model opgesteld na advies van het college van de leidende ambtenaren-generaal. Het operationeel plan is een synthetisch document opgemaakt op grond van meetbare elementen.

Als de vakminister(s) en de mandataris het oneens zijn over de inhoud van het ontwerp van operationeel plan, keurt de Regering het operationeel plan definitief goed.

§ 2. De ontwerpen van operationeel plan worden aan de Regering overgemaakt volgens de volgende modaliteiten :

- voor de secretaris-generaal, binnen drie maanden na zijn aanwijzing en na overleg binnen het strategisch comité;
- voor de andere mandatarissen van de diensten van de Regering binnen één maand na de goedkeuring van het operationeel plan van de secretaris-generaal door de Regering;
- voor de mandatarissen van de instellingen van openbaar nut binnen drie maanden na hun aanwijzing.

§ 3. Voor wat betreft de mandatarissen die in een betrekking van inspecteur-generaal tijdelijk worden benoemd, wordt het operationeel plan vervangen door een doelstellingencontract. Het ontwerp van doelstellingencontract wordt door de inspecteur-generaal opgesteld binnen drie maanden na de goedkeuring van het operationeel plan van zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere.

Het ontwerp van doelstellingencontract voert de opdrachtbrief uit.

In de instellingen die beschikken over een beheersorgaan wordt het ontwerp van doelstellingencontract van tevoren door dit beheersorgaan goedgekeurd.

Het doelstellingencontract wordt op grond van een door de Regering goedgekeurd model opgesteld op voorstel van het College van de leidende ambtenaren-generaal. Het doelstellingencontract is een synthetisch document opgemaakt op grond van meetbare elementen.

De doelstellingen van het contract passen in het operationele plan van de onmiddellijke hiërarchische meerdere en van de gemeenschappelijke beleidsverklaring.

Het doelstellingencontract wordt opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, aangepast binnen drie maanden na elke wijziging van het operationele plan.

De doelstellingencontracten en de wijzigingen ervan worden door de vakminister(s) goedgekeurd.

Als de vakminister(s), de hiërarchische meerdere en de inspecteur-generaal het oneens zijn over de inhoud van het ontwerp van doelstellingencontract, keurt de Regering het doelstellingencontract definitief goed.

Art. 347. Indien de in artikel 342, § 3, 2°, 3° en 4°, bedoelde gegevens van de opdrachtbrief gewijzigd worden, wordt het operationeel plan of het doelstellingencontract herzien overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 346.

Indien de evaluatie van de mandataris verricht is overeenkomstig artikel 356, kan het operationeel plan of het doelstellingencontract op verzoek van de Regering herzien worden overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 346.

De mandataris kan vragen om herziening van het operationeel plan of van het doelstellingencontract indien de toegekende begrotings- en menselijke middelen en andere substantiële gegevens van de opdrachtbrief aanzienlijk gewijzigd worden. Die herziening van het plan of van het contract gebeurt overeenkomstig de procedure waarvan sprake in artikel 346.

*HOOFDSTUK III. — Duur van het mandaat*

Art. 348. De mandaten vervallen op 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement.

De mandataris legt van rechtswege zijn functies neer op de aldus vastgelegde vervaldag. Indien op die vervaldag geen nieuwe mandataris is aangewezen, wordt het lopende mandaat echter verlengd tot 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement.



Na afloop van deze verlenging en indien er geen nieuwe mandataris is aangewezen, kan de Regering, bij gemotiveerde beslissing, het lopende mandaat verlengen gedurende een bijkomende periode bepaald door de Regering.

De vervaldatum van het mandaat bedoeld in het eerste lid is van toepassing ook wanneer het lopende mandaat is toegewezen na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement.

Dit artikel is van toepassing onverminderd de wettelijke regels die de leeftijd vastleggen waarop de ambtenaren, door het loutere feit dat ze de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt, in ruste worden gesteld.

Art. 349. § 1. Het mandaat eindigt vroegtijdig in de volgende gevallen :

- 1° vrijwillig ontslag van de mandataris;
- 2° het voorvallen van een gebeurtenis als bedoeld in artikel 23 van het KBAB, dat voor een ambtenaar het verlies van zijn hoedanigheid van ambtenaar teweegbrengt;
- 3° niet-naleving door de mandataris van de onverenigbaarheidsregeling, zoals bepaald in artikel 352;
- 4° een definitieve tuchtstraf bestaande uit het ontslag van ambtswege of de afzetting;
- 5° een schorsing in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden;
- 6° een ongunstige evaluatie tijdens het mandaat of twee opeenvolgende evaluaties met voorbehoud tijdens het mandaat;
- 7° de opruiststelling;
- 8° het voordeel van een politiek verlof van ambtswege van meer dan vier dagen per maand;
- 9° de aanwijzing van de mandataris om de functies uit te oefenen van burgemeester, schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn;
- 10° het voordeel van dienstvrijstellingen of van facultatieve politieke verloven die samen met het politiek verlof van ambtswege een totaal van vier volle dagen afwezigheid per maand overschrijden, overeenkomstig de regelgeving inzake het politieke verlof.

Overeenkomstig het eerste lid, 3°, als de Regering van mening is dat een activiteit, een bezigheid of een gedrag bedoeld in artikel 352, 2° en 3°, onverenigbaar is met het mandaat, geeft hij de mandataris de mogelijkheid om binnen een termijn van één maand een einde te stellen aan de bovenvermelde activiteit, bezigheid of het bovenvermeld gedrag alvorens het mandaat te beëindigen.

De overheid kan bovendien een einde maken aan het mandaat wegens ziekte van een ononderbroken duur van minstens zes maanden tijdens het lopende mandaat.

Elk ontslaaanbod vereist een vooropzeg van zes maanden, behalve een kortere duur die de mandataris en de functionele Minister(s) in samenspraak vastleggen.

§ 2. De aanwijzing van een nieuwe mandataris gebeurt via de aanwijzing van een andere kandidaat die zijn kandidatuur heeft ingediend hetzij bij de vorige oproep tot de kandidaten, hetzij d.m.v. een nieuwe oproep tot de kandidaten. In dit laatste geval legt de Regering de uiterste datum vast voor de indiening van de kandidaturen.

Art. 350. § 1. De Regering kan een ambtenaar van dezelfde personeelsformatie aanwijzen, door bij voorrang beroep te doen op de ambtenaren die deel uitmaken van de pool bedoeld in artikel 341/8, om de hogere functies gedurende een periode van maximum twaalf maanden uit te oefenen in de volgende gevallen :

- 1° afwezigheid van de mandataris sinds meer dan twee maanden;
- 2° te verwachten afwezigheid van de mandataris gedurende een periode van minstens twee maanden;
- 3° einde van het mandaat in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe mandataris.

Elke ambtenaar aangewezen om de hogere functies uit te oefenen moet acht jaar beroepservaring in niveau A of in een vergelijkbaar niveau aantonen, waaronder twee jaar in rang A4 of in een vergelijkbare rang.

§ 2. Bij aanwijzing van een mandataris om hogere functies uit te oefenen, wordt het mandaat opgeschort voor de gehele duur van de hogere functies.

De mandataris aangewezen om hogere functies uit te oefenen, behoudt hoe dan ook zijn bezoldiging van mandataris in de zin van artikel 355.

#### HOOFDSTUK IV. — *Administratieve en geldelijk toestand*

##### *Afdeling 1. — Uitoefening van het mandaat*

Art. 351. Het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijke statutaire dienstbetrekking. Het verschaft geen enkel recht op een vaste benoeming in de desbetreffende functie.

De mandataris oefent zijn mandaat voltijds uit.

Art. 352. Tijdens zijn mandaat kan de mandataris niet in aanmerking komen voor :

- 1° de uitoefening van elk ambt dat de mandaathouder verhindert zijn mandaat voltijds uit te oefenen;
- 2° elke activiteit of elke bezigheid die de vervulling van de plichten van het ambt in het gedrang zou brengen of die zou ingaan tegen de waardigheid van het ambt;
- 3° elke activiteit, elke bezigheid of elk gedrag dat/die het vertrouwen van de publieke opinie in hun dienst zou kunnen schokken of hun plicht tot neutraliteit in gevaar zou kunnen brengen;
- 4° een verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van het ouderschapsverlof, van de loopbaanonderbreking voor palliatieve verzorging en van het verlof voor bijstands- of de zorgverlening aan een lid van het gezin of van de familie tot de tweede graad dat een ernstige ziekte heeft;
- 5° een verlof om een functie uit te oefenen binnen een orgaan bedoeld in de artikelen 485 en 486;
- 6° de toelating om zijn functies uit te oefenen met verminderde prestaties om sociale en familiale redenen;
- 7° een verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep;

8° een ander verlof voor opdracht dan hetgeen hem toegekend wordt om een mandaat uit te oefenen in de zin van dit besluit;

9° een vervroegde halftijdse uittreding;

10° een stageverlof;

11° de vierdagenweek op vrijwillige basis;

12° een verlof om ter beschikking te worden gesteld van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België;

13° voor beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheden.

Art. 353. De ambtenaar die op de datum van zijn aanwijzing voor een mandaat bij het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschap vast benoemd wordt binnen de diensten van de Regering of van een instelling wordt ambtshalve voor de duur van het mandaat met verlof gesteld wegens opdracht van algemeen belang in zijn oorspronkelijke betrekking.

De arbeidsovereenkomst van het personeelslid van het Waalse Gewest of van een instelling bedoeld in artikel 1 dat tijdelijk aangesteld wordt als mandaathouder bij het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschap wordt, mits zijn goedkeuring, geschorst.

Art. 354. Elke mandataris moet een opleiding van ten minste twintig uur per kalenderjaar volgen die moet worden gekozen onder het aanbod dat door de Openbare bestuurschool wordt voorgesteld of gevalideerd.

Bij niet naleving van de verplichting opgesteld door het eerste lid wordt de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 355 geschorst. Deze schorsing is van toepassing zolang de toestand van deze mandataris t.o.v. deze verplichting niet wordt geregulariseerd

Art. 354/1. Onverminderd artikel 70 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 kunnen de mandatarissen die houder zijn van een betrekking van rang A1 en A2 worden gehoord voor het Parlement, naast de Minister en mits instemming van laatstgenoemde, over vraagstukken waarvoor de administratie over een delegatie beschikt of die ressorteren onder de strikte interne organisatie van de diensten.

#### *Afdeling 2. — Bezoldiging*

Art. 355. Elke mandataris heeft de weddeschaal die overeenstemt met de graad van de betrekking die hij uitoefent, verhoogd met een bedrag gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en aan het indexcijfer der consumptieprijzen aangepast overeenkomstig de regels van artikel 247 :

- van 8.510 euro voor de mandatarissen van rang A1 en A2;

- van 6.500 euro voor de mandatarissen van rang A3.

#### *HOOFDSTUK V. — Evaluatie*

Art. 356. § 1. Een evaluatie van de mandataris vindt plaats op een ogenblik dat door de functionele Minister(s) wordt bepaald gedurende een periode die begint aan het einde van de 9e maand en eindigt aan het einde van de 15e maand die volgt op de indiensttreding van de mandataris. Deze evaluatie heeft betrekking op de manier waarop de mandataris sinds het begin van het mandaat de beheersopdrachten heeft vervuld die in zijn opdrachtenblad zijn opgenomen.

§ 2. Om de twee jaar te rekenen van zijn indiensttreding stelt de mandataris een opvolgingsrapport op over zijn activiteit. Dit rapport slaat op het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten, de doelstellingen en op de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en operationele doelstellingen die aan de opdrachtbrief en het operationeel plan of aan het doelstellingencontract voldoen.

§ 3. Indien één van de elementen in het rapport bedoeld in § 2 of elk behoorlijk vermelde omstandigheid dit rechtvaardigen, kan of kunnen de functionele Minister(s) beslissen dat een bijkomende evaluatie moet worden uitgevoerd tijdens het mandaat.

Deze evaluatie slaat dan op het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten en de doelstellingen, alsook op de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en operationele doelstellingen die aan de opdrachtenblad en het operationeel plan of aan het doelstellingencontract voldoen.

Art. 357. De evaluatie uitgevoerd overeenkomstig artikel 356, § 1, is het voorwerp van één van de volgende meldingen :

1° "gunstig" : wanneer de beheersopdrachten opgenomen in het opdrachtenblad met voldoening worden uitgevoerd en dat de mandataris voldoende managementkwaliteiten heeft aangetoond;

2° "met voorbehoud" : wanneer de beheersopdrachten opgenomen in het opdrachtenblad slechts gedeeltelijk worden uitgevoerd of dat de mandataris zijn managementkwaliteiten slechts gedeeltelijk heeft aangetoond;

3° "ongunstig" : wanneer de beheersopdrachten opgenomen in het opdrachtenblad onvoldoende worden uitgevoerd of dat de mandataris zijn managementkwaliteiten onvoldoende heeft aangetoond.

De evaluatie uitgevoerd overeenkomstig artikel 356, § 3, of van artikel 358, tweede lid, is het voorwerp van één van de volgende meldingen :

1° "gunstig" : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het operationeel plan of in het doelstellingencontract ofwel voldoende en binnen de voorziene termijnen op kwalitatief en kwantitatief vlak zijn uitgevoerd, ofwel niet voldoende of niet binnen de voorziene termijnen op kwalitatief en kwantitatief vlak zijn uitgevoerd maar wanneer het op grond van de door de mandataris gegeven rechtvaardigingselementen blijkt dat die toestand te wijten is aan onvoorziene omstandigheden of aan buitenelementen waarvoor hij niet verantwoordelijk is;

2° "met voorbehoud": Wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het operationeel plan of het doelstellingencontract slechts gedeeltelijk op kwantitatief of kwalitatief vlak of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd;

3° "ongunstig": Wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het operationeel plan of het doelstellingencontract slechts onvoldoende op kwantitatief of kwalitatief vlak of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd.

Art. 358. De mandataris aan wie een "gunstige" evaluatie toegekend wordt, blijft zijn mandaat uitoefenen.

Bij toewijzing van een gereserveerde evaluatie vindt er een nieuwe evaluatie plaats na een termijn van één jaar.

Bij toewijzing van twee opeenvolgende gereserveerde evaluaties wordt er een vervroegd einde aan het mandaat gemaakt.

Bij toewijzing van een ongunstige evaluatie wordt er een vervroegd einde aan het mandaat gemaakt.

Art. 359. De mandataris van wie de laatste evaluatie het voorwerp heeft uitgemaakt van de gereserveerde melding, mag niet solliciteren voor hetzelfde mandaat of voor een mandaat van een hogere rang voor een duur van vijf jaar te rekenen van het einde van zijn mandaat.

De mandataris die het voorwerp is van een ongunstige evaluatie, mag niet solliciteren voor een mandaat voor een duur van vijf jaar te rekenen van het einde van diens mandaat.

Art. 360. § 1. De niet-hernieuwde mandataris die personeelslid is van de diensten van de Regering of van een in artikel 1 bedoelde instelling en die vervangen is in zijn oorspronkelijke betrekking, vindt die betrekking op nieuwe aan het einde van zijn mandaat. Indien hij vervangen is, wordt hij gereïtueerd in een betrekking met een gelijkwaardige graad. Hij behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat.

Indien zijn laatste evaluatie gunstig is, geniet hij een bezoldigd verlof van vijftien werkdagen, waarbij de bezoldiging degene is die gedurende de uitoefening van het mandaat gekregen is.

§ 2. De oude mandataris die noch ambtenaar is van de diensten van de Regering of van een instelling, noch niet noch rechthebbende op een niet nader omschreven verlof waardoor hij zijn vorige betrekking weer kan opnemen, die noch een gunstige evaluatie, noch twee opeenvolgende gereserveerde evaluaties heeft gekregen en die niet aangewezen is voor een nieuw mandaat, krijgt een uitredingsvergoeding die berekend wordt op dezelfde manier als voor de contractuele personeelsleden. De uitredingsvergoeding is minstens gelijk aan de bezoldiging van de mandataris voor een periode van zes maanden indien hij één mandaat heeft uitgeoefend en aan de bezoldiging van de mandataris voor een periode van twaalf maanden indien hij meer dan één mandaat heeft uitgeoefend. Hij zal ook in aanmerking komen voor een outplacement. De niet-hernieuwde mandataris bedoeld in dit lid behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat."

#### HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

**Art. 2.** In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt punt 3°, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2008 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake Ambtenarenzaken, vervangen als volgt :

"3° in de rang A3°, de graden van inspecteur-generaal en inspecteur-generaal expert;"

**Art. 3.** In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt § 3, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake Ambtenarenzaken, vervangen als volgt :

"§ 3. Elk Departement wordt geleid door een inspecteur-generaal of een inspecteur-generaal expert.

Het personeelsbestand van de Waalse Overheidsdienst voorziet voor elk departement in ofwel een betrekking van inspecteur-generaal ofwel een betrekking van inspecteur-generaal expert. De departementen die gekenmerkt worden door weinig operationele opdrachten, een laag aantal personeelsleden die daarvoor ingezet worden en een klein budget, worden onder het gezag geplaatst van een inspecteur-generaal expert."

**Art. 4.** Artikel 334 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2006, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"In afwijking van lid 1, 3°, zetelt de secretaris-generaal van Wallonië met raadgevende stem indien het een mandataris van de Waalse Overheidsdienst betreft."

In § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervalt punt 4°.

**Art. 5.** In artikel 361 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden "in een graad van rang A3" vervangen door de woorden "in de graad van inspecteur-generaal expert".

**Art. 6.** Artikel 362 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 362. "Art. 362. Onverminderd het recht van de Regering om ambtshalve een betrekking in te vullen, wordt een vacante betrekking van rang A3 die niet onder een mandaat valt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, reïtueatie of bevordering;

2° interne mobiliteit;

3° bevordering van een personeelslid vallend onder dit besluit die niet in het personeelsbestand van de vacant verklaarde betrekking opgenomen is;

4° externe mobiliteit.

De betrekking wordt enkel toegekend op de in het eerste lid, 2° tot 4°, bepaalde wijzen bij ontstentenis van enige kandidatuur voor de betrekking op de in het eerste lid, 1°, bepaalde wijzen, of als de Regering beslist de betrekking aan geen enkele van de kandidaten voor de betrekking op de voorgaande wijzen toe te wijzen".

**Art. 7.** Artikel 363 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

§ 2. De selectiecommissie wordt voorgezeten door de secretaris-generaal of diens gemachtigde en bevat daarnaast de directeur-generaal van wie de in te vullen betrekking afhangt en twee leden die een ontegensprekelijke bekwaamheid bezitten in verband met de bestanddelen van het functieprofiel, gekozen buiten de administratie, openbare instellingen of ministeriële kabinetten."

2° in § 3, lid 1, worden de woorden "na de kandidaten gehoord te hebben" in fine toegevoegd;

3° in § 3, lid 2, worden de woorden na de bezwaarindieners te hebben gehoord als laatstgenoemde dat verklaard heeft, dat te willen. De bezwaarindieners kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze" opgeheven;

4° in § 4, lid 2, worden de tweede en de derde volzin opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 364, lid 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden “van rang A3, niet onderworpen aan een mandaat” in fine toegevoegd.

**Art. 9.** In de aanvangszin van artikel 366 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden :

1° de woorden “§ 1” opgeheven;

2° de woorden “van de ambtenaar-generaal van rang A3” vervangen door de woorden “van de inspecteur-generaal expert”.

#### HOOFDSTUK III. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 10.** § 1. In 2014 worden de mandatarissen die een betrekking bekleden bij de regeringsdiensten of in de instellingen bedoeld in artikel 1, en afhankelijk van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

In 2015 worden inspecteurs-generaal wier betrekking aan een mandaat onderworpen is en die een getuigschrift management overheidsdiensten behaald zullen hebben, afhankelijk van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

Artikel 334 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is van toepassing op de beoordelingsprocedure beoogd in de leden 1 en 2, mits volgende aanpassingen. Er dienen gemotiveerde beoordelingsverslagen te worden gericht aan de nieuwe Regering binnen de vijftien dagen van de aanvraag gedaan door de Minister van Ambtenarenzaken. Die verslagen worden voor elke mandataris of inspecteur-generaal opgesteld respectievelijk door betrokkene en de secretaris-generaal of door de hoogste in rang zijnde leidende ambtenaar-generaal van de instelling. Voor wat betreft de secretaris-generaal, de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar wordt het tweede beoordelingsverslag opgesteld door de Regering afhankelijk van de inwerkingtreding van dit besluit of door het bestuursorgaan van de instelling, indien bestaande. Dat tweede beoordelingsverslag wordt aan de mandataris medegedeeld, die, zonder dat hij mag vragen gehoord te worden, over een termijn van acht dagen beschikt om zijn bemerkingen schriftelijk over te maken. Het beoordelingsvoorstel wordt door de nieuwe Regering opgemaakt en medegedeeld aan de mandataris of de inspecteur-generaal, binnen de maand waarin die termijn van acht dagen verstrijkt. Binnen de acht dagen na kennisgeving van het ander dan (zeer) gunstig evaluatievoorstel door de Minister van Ambtenarenzaken kan de ambtenaar-generaal of de inspecteur-generaal een beroep indienen bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal en mag verzoeken gehoord te worden. De Kamer van beroep brengt een advies uit en geeft er kennis van binnen de vijftien dagen na de aanhangigverklaring. De evaluatie wordt aangenomen door de nieuwe Regering binnen de maand na ontvangst van dat advies.

Het tweede beoordelingsverslag omvat de vaststellingen en beoordelingen van de wijze waarop de mandataris of de inspecteur-generaal zijn opdracht heeft volbracht en al dan niet zijn doelstellingen heeft bereikt. Daarin is er geen voorstel tot beoordeling vervat.

De nieuwe Regering verricht de beoordeling door het toekennen van een beoordeling.

Daarvoor baseert zij zich op volgende gegevens :

- de opdrachtbrief van de beoordeelde mandataris of, indien bestaand, het functieprofiel van de beoordeelde inspecteur-generaal;
- het operationeel plan of het doelstellingencontract;
- het beoordelingsverslag opgesteld door de mandataris of de inspecteur-generaal zelf;
- het beoordelingsverslag opgesteld door de uittreedende regering, het bestuursorgaan van de instelling, de secretaris-generaal of de leidend ambtenaar;
- de eventuele opmerkingen verstrekt door de beoordeelde mandataris of inspecteur-generaal op dat beoordelingsverslag.

In afwijking van lid 3 van deze paragraaf, kunnen de secretaris-generaal, de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar van een instelling zonder bestuursorgaan een beroep indienen bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal in geval van gunstige beoordeling en kunnen verzoeken gehoord te worden.

In afwijking van lid 4 van deze paragraaf, bevat het tweede beoordelingsverslag, opgemaakt door de uittreedende regering, voor de secretaris-generaal, de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar van een instelling zonder bestuursorgaan een voorstel tot beoordeling.

§ 2. De beoordeling bedoeld in § 1 kan aanleiding geven tot de toekenning van volgende beoordelingen :

1° “zeer gunstig” : indien de beleids- en operationele doelstellingen vervat in het operationele plan of het doelstellingencontract voldoende gehaald zijn, en met naleving van de voorziene termijnen op kwantitatief en kwalitatief vlak, ofwel niet in hun geheel gehaald zijn of met naleving van de termijnen op kwantitatief of kwalitatief vlak maar op grond van verantwoordingsstukken voorgelegd door de mandataris of inspecteur-generaal blijkt dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorziene of aan volledig van hem losstaande omstandigheden; Daarnaast moeten de mandataris of de inspecteur-generaal voldoende bijgedragen hebben tot het opbouwen van een vertrouwensband met de Regering, blijk gegeven hebben van innovatie en initiatief, en voldoende bijgedragen hebben tot de uitstraling van zijn dienst;

2° “gunstig” : indien de beleids- en operationele doelstellingen vervat in het operationele plan of het doelstellingencontract voldoende gehaald zijn, en met naleving van de voorziene termijnen op kwantitatief en kwalitatief vlak, ofwel niet in hun geheel gehaald zijn of met naleving van de termijnen op kwantitatief of kwalitatief vlak maar op grond van verantwoordingsstukken voorgelegd door de mandataris of inspecteur-generaal blijkt dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorziene of aan volledig van hem losstaande omstandigheden;

3° “voorbehoud” : indien de beleidsdoelstellingen van het operationele plan op kwantitatief of kwalitatief vlak slechts te gedeeltelijk gehaald zijn of niet gehaald zijn binnen de voorziene termijn;

4° “ongunstig” : indien de beleidsdoelstellingen van het operationele plan of het doelstellingencontract op kwantitatief of kwalitatief vlak slechts onvoldoende gehaald zijn of niet gehaald zijn binnen de voorziene termijn.

§ 3. De mandataris aan wie overeenkomstig § 1 een zeer gunstige beoordeling wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. Op eigen verzoek wordt zijn mandaat automatisch verlengd. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de



publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De inspecteur-generaal aan wie overeenkomstig § 1 een zeer gunstige beoordeling wordt toegekend wordt op eigen verzoek automatisch aangewezen als mandataris in de betrekking die hij tot dan toe uitoefende.

§ 4. De mandataris aan wie overeenkomstig § 1 een gunstige beoordeling wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals opgenomen in dit besluit. Hij kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit zijn kandidatuur indienen voor iedere per mandaat in te vullen betrekking die vacant wordt verklaard. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris.

Als hij na zijn kandidatuur te hebben ingediend bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen wordt voor een nieuw mandaat en hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé-sector of de publieke sector, wordt hij definitief in een graad benoemd van een rang juist onder de rang van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van een hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Hij krijgt vanwege de regering een opdracht in verband met zijn rang.

Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

§ 5. De mandataris die overeenkomstig § 1 een beoordeling met voorbehoud kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen die hij tot dan bekleedde, noch een betrekking van hogere rang.

Als hij niet personeelslid is in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De inspecteur-generaal die overeenkomstig § 1 een beoordeling met voorbehoud kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen die hij tot dan bekleedde, noch een betrekking van hogere rang.

§ 6. De mandataris of de inspecteur-generaal die overeenkomstig § 1 een ongunstige beoordeling kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen noch een dergelijke betrekking uitoefenen voor 31 december 2019.

§ 7. Indien een mandataris of een inspecteur-generaal overeenkomstig § 3 een verlenging van dezelfde betrekking krijgt, wordt de vacantverklaring van ambtswege ingetrokken.

**Art. 11.** De inspecteur-generaal die een aan een mandaat onderworpen betrekking uitoefent en niet aangewezen wordt voor een mandaat in 2015, wordt in een andere betrekking van zijn graad aangesteld of door de Regering belast met een opdracht in verband met zijn graad, zijn kwalificaties of zijn ervaring.

**Art. 12.** Bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit door de nieuwe Regering bedoeld in artikel 10, § 1, vindt de aanwijzing van de mandatarissen uiterlijk op volgende data plaats :

- de aanwijzing van de mandatarissen van rang A1 en A2 van de diensten van de Waalse Regering en van de mandatarissen van de instellingen vindt uiterlijk plaats op 31 december 2014;
- de aanwijzing van de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering vindt uiterlijk plaats op 31 juli 2015.

Bij die gelegenheid wordt de voorwaarde omschreven in artikel 340 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals gewijzigd bij dit besluit verplicht vervuld door de kandidaten voor een betrekking, in te vullen per mandaat, uiterlijk tegen volgende data :

- Uiterlijk op 1 december 2014 voor de mandatarissen van rang A1 en A2 van de diensten van de Waalse Regering, en de mandatarissen van de instellingen;
- op 1 juli 2015 uiterlijk voor de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering.

In afwijking van artikel 342, § 1, worden de betrekkingen bij de eerste toepassing van dit besluit voor de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering vacant verklaard tegen uiterlijk 1 februari 2015.

**Art. 13.** § 1. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

§ 2. In afwijking van § 1, treedt artikel 1 van dit besluit in werking op 1 juli 2014.

De nieuwe artikelen 341/1 tot en met 341/7 van de Waalse Ambtenarencode, ingevoeld bij gevolg van artikel 1 van dit besluit, en het nieuwe artikel 348 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij gevolg van dezelfde bepaling van dit besluit, treden in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot aan de inwerkingtreding van artikel 1 van dit besluit zoals bepaald in lid 1 vormen voormelde artikelen 341/1 tot en met 341/7 in Titel II, van Boek II, van de Waalse Ambtenarencode een Hoofdstuk 1bis met als opschrift "Certificaat Overheidsmanagement".

**Art. 14.** De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 september 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200601]

**6 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le périmètre d'intervention de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures pour la quatrième écluse de Lanaye**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 57, §§ 2 et 3;

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, notamment l'article 8, § 1<sup>er</sup> modifié par les décrets du 8 février 1996, du 4 février 1999, 27 novembre 2003, 23 février 2006, 3 avril 2009 et 10 décembre 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant les actes du Gouvernement,

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 13 août 2012;

Considérant les recommandations et mesures compensatoires issues des études d'incidence sur l'environnement et intégrées dans les permis wallons, à savoir le permis d'urbanisme octroyé le 11 février 2010 et le permis unique octroyé le 12 mai 2010;

Considérant la nécessité de modifier sans retard le périmètre d'intervention de la SOFICO (Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures) nécessaire à la construction de la 4<sup>e</sup> écluse de Lanaye, fixé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1999;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le nouveau périmètre d'intervention de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (SOFICO), nécessaire à la construction d'une quatrième écluse à Lanaye et aux travaux annexes, figurent au plan terrier E<sup>3</sup> dom 6260 feuilles 1 et 2.

**Art. 2.** L'arrêté du gouvernement wallon du 6 mai 1999 fixant le périmètre d'intervention de la SOFICO pour la quatrième écluse de Lanaye est abrogé.

**Art. 3.** Les plans visés à l'article premier peuvent être consultés à la Direction des Voies hydrauliques de Liège dont les bureaux sont sis à 4000 Liège, rue Forgeur 2, et au siège social de la SOFICO dont les bureaux sont sis à 4031 Angleur, rue Canal de L'Ourthe n<sup>o</sup> 9, bte 3.

**Art. 4.** Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

C. DI ANTONIO

Le dossier et les plans peuvent être consultés à la Direction des Voies hydrauliques de Liège du Service public de Wallonie.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200601]

**6. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Einsatzgebiets der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) für die vierte Schleuse von Lanaye**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere des Artikels 57, §§ 2 und 3;

Aufgrund des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", insbesondere des Artikels 8, § 1, so wie abgeändert durch die Dekrete vom 8. Februar 1996, vom 4. Februar 1999, vom 27. November 2003, vom 23. Februar 2006, vom 3. April 2009 und vom 10. Dezember 2009;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, insbesondere des Artikels 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des am 13. August 2012 abgegebenen günstigen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Empfehlungen und Ausgleichsmaßnahmen, die sich aus den Umweltverträglichkeitsprüfungen ergeben und in den wallonischen Genehmigungen eingegliedert worden sind, nämlich der am 11. Februar 2010 erteilten Städtebaugenehmigung und der am 12. Mai 2010 erteilten Globalgenehmigung;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Einsatzgebiet der SOFICO (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen), das für den Bau der 4. Schleuse von Lanaye notwendig ist und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 mit Wirkung am 1. Januar 1999 festgelegt wurde, unverzüglich abzuändern;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das neue Einsatzgebiet der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (SOFICO), das für den Bau einer vierten Schleuse in Lanaye und die damit verbundenen Arbeiten notwendig ist, wird im Grundplan E<sup>3</sup> dom 6260, Blätter 1 und 2 abgebildet.

**Art. 2** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 zur Festlegung des Einsatzgebiets der SOFICO für die vierte Schleuse von Lanaye wird aufgehoben.

**Art. 3** - Die in Artikel 1 erwähnten Pläne liegen in den Büroräumen der Direktion der Wasserwege von Lüttich, rue Forgeur 2 in 4000 Lüttich, und am Gesellschaftssitz der SOFICO, deren Büroräume in 4031 Angleur, rue du Canal de l'Ourthe 9, BFK 3 gelegen sind, zur Einsichtnahme offen.

**Art. 4** - Der Minister für öffentliche Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Die Akte und die Pläne können bei der Direktion der Wasserwege Lüttich des öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200601]

**6 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de interventieomtrek van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren) voor de bouw van de vierde sluis te Lanaye**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 57, §§ 2 en 3;

Gelet op het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren), inzonderheid op artikel 8, § 1, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1996, 4 februari 1999, 27 november 2003, 23 februari 2006, 3 april 2009 en 10 december 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 augustus 2012;

Gelet op de aanbevelingen en compenserende maatregelen die uit de milieueffectonderzoeken voortvloeien en die in de Waalse vergunningen kunnen worden opgenomen, namelijk de op 11 februari 2010 verleende stedenbouwkundige vergunning en de op 12 mei 2010 verleende eenmalige vergunning;

Gelet op de onverwijld noodzakelijke wijziging van de interventieomtrek van de SOFICO (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren) bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999, die nodig is voor de bouw van de vierde sluis van Lanaye, met gevolg op 1 januari 1999;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

**Artikel 1.** De nieuwe interventieomtrek van de "Société wallonne de financement complémentaire des Infrastructures" (SOFICO) (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren), die nodig is voor de bouw van een vierde sluis te Lanaye en voor de bijbehorende kunstwerken ervan, wordt afgebeeld op het grondplan E<sup>3</sup> dom 6260 bladen 1 en 2.

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 tot vaststelling van de interventieomtrek van de SOFICO voor de bouw van de vierde sluis van Lanaye, wordt opgeheven.

**Art. 3.** De in artikel 1 bedoelde plannen liggen ter inzage bij de Directie Waterwegen Luik waarvan de kantoren gelegen zijn te 4000 Luik, rue Forgeur, 2 en op de maatschappelijke zetel van de SOFICO waarvan de kantoren gelegen zijn te 4031 Angleur, rue du Canal de l'Ourthe 9, bus 3.

**Art. 4.** De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Het dossier en de plannen liggen ter inzage bij de Directie Waterwegen Luik van de Waalse Overheidsdienst.

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200600]

**24 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon complétant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, notamment l'article 27;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 52.061/2 du 24 septembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 janvier 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2013;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, il est inséré un article 28bis rédigé comme suit :

« Art. 28bis. En application de l'article 27 du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, le Ministre en charge de la formation professionnelle, ou les services compétents qu'il désigne à cet effet, est habilité à récupérer les subventions indûment utilisées ».

**Art. 2.** Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200600]

**24 JANUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot aanvulling van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, inzonderheid op artikel 27;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers, en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 52.061/2 van 24 september 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 januari 2013;